Parti Socialiste
Convention nationale de Suresnes
15 janvier 1972

Sommaire

Le président (Robert Pontillon) 1
Pierre Mauroy 2
Pérussel (Moselle) 13
Noé (Essonne) 14
Leblé (Finistère) 16
Plomme 18
Balti (Lot) 18
Roger Quilliot (Puy de Dôme) 20
Paul Lussault (Indre et Loire) 24
Jean Alibert (Vendée) 25
Boulin (Yvelines) 27
Jean-Paul Desgranges (Allier) 29
Raymond Douyère (Sarthe) 33
Foquet (Indre-et-Loire) 37
Noé (Essonne) 38

Séance du samedi 15 janvier 1972 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Robert Pontillon, assisté de Roger Quilliot, (Puy de Dôme) et de Jean Alibert (Vendée).

Le président (Robert Pontillon)

Camarades, mon introduction sera particulièrement brève pour l'excellente raison que toutes les formations constituantes du Parti, à Epinay, ont, à titres divers et à un moment quelconque, selon des formes variées, pris un jour le chemin de Suresnes pour y confronter leurs idées ou y préparer les voies de la réunification Socialiste. Dès lors, vous comprendrez que je fasse volontiers l'économie d'un discours traditionnel d'introduction et que je me borne à vous dire simplement la satisfaction que la fédération Socialiste des Hauts-de-Seine, la section Socialiste de Suresnes et la municipalité à direction Socialiste de Suresnes, depuis 50 ans, ont plaisir à accueillir cette Convention nationale, aujourd'hui.

Camarades, maintenant au travail.

Notre première tâche consiste à constituer la Commission de vérification des mandats. Nous vous proposons pour ladite Commission les camarades :

Debesson (Nord)

Weygand (Bouches-du-Rhône)

Serusclat (Rhône)

Fondation Jean-Jaurès

Guijevet (Paris)
Fajardie (Cher)
Et Emile Loo, trésorier national.
Il n'y a pas d'opposition ?
Les camarades sont invités à se rassembler dans une salle, à la diligence du trésorier national.
L'ordre du jour appelle maintenant le rapport d'information sur les activités du Centre national.
Je donne la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, voici réunie la première Convention nationale du Parti, et pour préciser son rôle, il nous faut relire ensemble l'article 46 des statuts qui précise !
« La Convention nationale, composée d'un délégué par fédération, est convoquée par le Comité directeur, au moins deux fois par an, et chaque fois qu'il est nécessaire. Elle assure les contacts entre le Comité directeur et l'ensemble du Parti ; elle veille au respect des principes du Parti et des règles statutaires, ainsi qu'à l'exécution des décisions des Congrès. Elle peut, exceptionnellement, en cas de circonstances exigeant des décisions rapides, prendre les mesures qui s'imposent. Le Comité directeur et les membres du groupe parlementaire assistent aux réunions de la Convention nationale, à titre consultatif »
Vous devez, donc dire aujourd'hui si la Direction du Parti a exécuté les décisions du Congrès. Seul un Congrès peut fixer la ligne politique du Parti, et les décisions claires qui nous engagent tous ont été prises à Epinay. Seul un Congrès peut procéder à la mise en place des organismes centraux, et dans l'intervalle, deux fois par an au moins, il vous appartient de donner ou de ne pas donner le quitus. Le quitus n'était pas, hier, une question de confiance, pas davantage le moyen de reprendre des discussions de Congrès entre la majorité et la minorité. C'était exactement le contrôle par la Convention nationale, la confirmation officielle et publique que la Direction du Parti avait bien procédé à l'exécution des décisions des militants.
Alors, nous souhaitons, quant à nous, assurer la continuité institutionnelle parce que nous pensons que la tradition avait confirmé le bon sens. Mais, comme il s'agit d'une première, aujourd'hui, s'il y a des contestations sur cette interprétation de l'article 46, nous souhaiterions les connaître et en discuter ensemble.
Alors, le but de cette journée, à côté de ce contrôle, c'est aussi de nous informer mutuellement. Les responsables du Parti ont le devoir de vous rendre compte. C'est l'objet de ce rapport qui sera rapide, et des notes que vous avez trouvées sur votre table, notes établies par chaque Secrétaire national responsable d'un secteur.
Alors, tout à l'heure, vous interviendrez, vous poserez certainement des questions, et chaque Secrétaire national concerné répondra, aux compléments

Fondation Jean Jaurès

d'informations que vous souhaitez. Mais cette journée que nous allons passer ensemble prendra sa dimension politique à travers ce report qui concerne la vie du Parti et à travers l'intervention que François Mitterrand fera en fin de matinée et qui sera consacrée davantage et exclusivement aux problèmes politiques.
Mais croyez-le, chers camarades, si nous avons le devoir de vous rendre compte ce matin, ce que nous attendons, ce que nous sommes impatients d'entendre, c'est finalement des informations venant des fédérations. Alors, je crois qu'au cours de cette journée, à la fois nous pourrons discuter des activités du Centre national, participer, bien entendu, à un débat politique, mais nous pensons que les Secrétaires fédéraux auront également la possibilité de vous donner des informations sur ce qui se passe effectivement dans les fédérations.
Et puis, je suis persuadé que cette Convention nationale aura encore une autre portée. Epinay était le Congrès de l'unité, le Congrès d'un nouveau départ pour le Parti, le Congrès d'une nouvelle chance pour le Socialisme. Des Socialistes venus de formations différentes se sont rassemblés. Les Directions fédérales et locales ont été renouvelées. Un nouveau Parti est né sous le signe de la continuité et du renouvellement.
Vous savez que les derniers mois et que les prochaines semaines ont compté et compteront lourd pour l'avenir du Socialisme. Il faut donc accélérer dans le Parti le rassemblement de tous ceux qui, politiquement, d'accord, estiment que la Direction du Parti travaille dans la bonne voie.
Le Parti, plus que jamais, a besoin de cohésion. Il a besoin d'action, il a besoin de force, il a besoin de foi, et aussi - que personne ne se méprenne - il a besoin aussi bien sûr d'une minorité pour activer la démocratie, pour aiguillonner la Direction.
Seulement ce qui n'est pas de mise, sans doute, c'est l'expectative. De plus, je crois, ne gardons pas trop longtemps de vieilles habitudes ou ne prenons pas trop vites des habitudes de courants, de pensée ou de tendances. Essayons de dépasser les clivages et les classements d'hier qui n'ont de consistance, d'ailleurs, qu'à travers un formulaire incompréhensible l'extérieur. Opposons-nous sur les vrais problèmes, pour de vraies solutions et rappelons-nous que, pour le pays et pour la Gauche, nous sommes solidaires et tous responsables.
Majoritaires, minoritaires, nous devons tenir compte davantage de cette solidarité de fait et de cette responsabilité de droit que nous partageons. Sinon, nous ne sommes pas dans le Parti Socialiste, mais en train de fabriquer un quelconque P.S.U.
Par exemple - et je le dis à titre personnel - je considère comme excessifs un certain nombre de débordements vis-à-vis de la presse. Quand la minorité répond à la majorité, qu'elle le fasse directement dans nos assises et dans nos instances, et pas par l'intermédiaire des journaux. Mais de même façon, que ceux de la majorité qui ont quelque chose à dire, qu'ils le disent d'abord au Parti. Ce sont là, incontestablement, quelques excès qu'il nous faudra corriger ensemble dans l'avenir.
Nous arrivons à une espèce d'appréciation d'ensemble et avant de vous rendre compte exactement des activités du Secrétariat national, je veux dire, avec tous

Fondation Jean Jaurès

mes camarades du Secrétariat national, que nous avons conscience, certes, des insuffisances de l'outil, c'est-à-dire du paris, mais que nous savons maintenant qu'en accélérant le mouvement et surtout en le disciplinant davantage, nous répondrons de mieux en mieux à l'exigence d'ambition du Socialisme en France.
Camarades, il n'est pas question de tomber dans l'autosatisfaction, mais les faits sont les faits, ils ont la tête dure, et nous pouvons faire ensemble un certain nombre de constatations.
La première constatation : le Parti connaît maintenant le pluralisme de pensée. Nous le pensons exactement de la majorité qui est aussi pluraliste que la minorité, et pourtant nous travaillons facilement ensemble et le Secrétariat est une équipe difficile, mais une équipe unie.
Et sous cet éclairage, convenons que la diversité qui active l'imagination et provoque la relance, est préférable l'uniformité qui sclérose le mouvement.
Deuxième constatation : le Parti Socialiste recrute et c'est nouveau. Le Socialisme, en France, a connu une période de lente mais incontestable dépérissement. Le mouvement de la vie s'amplifie depuis la rentrée d'octobre. Tous les indices nous le confirment. Des jeunes viennent au Parti, des ouvriers viennent au Parti, des cadres, et phénomène général, des chrétiens, des syndicalistes en particulier C.F.D.T. viennent au Parti.
Troisième constatation que nous pouvons faire ensemble : le Parti Socialiste occupe le terrain. Il veille, s'affirme pendant la période des vacances. Il multiplie les manifestations et les occasions de prise parole publique. Il suscite l'intérêt permanent de l'opinion et il suffit, pour s'en rendre compte, de participer aux conférences de presse qui ont été faites chaque fois, par le Premier secrétaire, François Mitterrand.
Enfin, quatrième constatation : le Premier secrétaire du Parti, à travers les sondages, confirme et améliore la position privilégiée qu'il occupe à Gauche. Il est largement en tête des leaders de Gauche.
De telles considérations s'imposent quand on sait le poids des moyens audio-visuels et quand on voit l'ardeur déployée par le président du Parti Radical et le Secrétaire général adjoint du Parti Communiste, et aussi, bien entendu par les princes qui nous gouvernent et qui ne manquent pas de se faire entendre et de se faire voir.
Voilà, par conséquent, quatre constatations que l'on peut faire sur la vie du Parti en général.
Si l'on va davantage dans le détail, quels sont les traits caractéristiques de ces six mois d'activités ? Eh bien, le premier trait, c'est qu'il nous a fallu faire un programme. Epinay nous avait donné un mandat clair : engager la discussion avec le Parti Communiste et les autres formations de Gauche sur la base d'un programme de gouvernement dont le Parti déterminera, les termes dans un Conseil national extraordinaire qui sera convoqué en début de mars 1972.
La date en est fixée : c'est le 12 mars, et bien entendu des centaines de camarades ont participé au départ de l'énorme machinerie qu'il a fallu mettre en place, qui a été animée par Jean Pierre Chevènement.

Fondation Jean Jaurès

Un travail énorme a. été mené par l'ensemble du Parti et par le Secrétariat général. Alors, avec la participation de tous, d'ailleurs, un programme à option a été diffusé. Il a été envoyé, il y a deux jours, aux Secrétaires fédéraux, aux membres du Comité directeur. Je pense que les Secrétaires fédéraux ont reçu un double de ce document ce matin même. Comme vous le savez, l'essentiel, c'est naturellement ce programme à option, c'est-à-dire le texte n°3, le texte que vous avez sur vos tables.

Ce qui est prévu par le Comité directeur, c'est que ce document soit oublié après adoption, avec un texte de présentation et aussi avec un énoncé des mesures immédiates et irréversibles que prendrait un gouvernement de Gauche, dans un temps limité. Or, dans la mesure où ce programme qui est soumis à la discussion du Parti est un programme à option, il est apparu impossible de faire, dès maintenant, l'énoncé de toutes les mesures immédiates et irréversibles, puisqu'il faut que ce programme ait été adopté, qu'on ait choisi entre les différentes motions pour pouvoir faire cet énoncé des mesures immédiates et irréversibles.

De plus, il faudra un texte de présentation, naturellement, à ce programme. Ce texte de présentation ne pourra être fait, lui aussi, que lorsque le Parti aura pris sa décision. Par conséquent, c'est ce document, ce texte n°3, c'est-à-dire vraiment le corps du programme, l'essentiel du programme, avec ses options, qui va alimenter la discussion dans les sections et dans les fédérations.

Et puis, dès lors, que le programme aura été adopté par la Convention nationale, bien entendu, se posera le problème à ce moment là de se mettre d'accord sur un texte de présentation et sur l'énoncé des mesures immédiates à prendre.

A qui sera envoyé ce programme ?

Les Secrétaires généraux l'ont ; il sera envoyé à 30 000 camarades du Parti, d'ici une dizaine de jours ils recevront le bulletin Socialiste personnellement, par conséquent, avec ce programme imprimé.

Pourquoi 30 000 alors que nous sommes 80 000 ?

Tout simplement, camarades, parce que les fédérations ne renvoient pas le talon des feuillets. Or, il est indispensable de nous renvoyer les talons des feuillets. En juin dernier, il y avait 18 000 plaques et sur ces 18 000 plaques, 8 000 relevaient d'une seule fédération. C'est vous dire les difficultés pour le Centre national de pouvoir informer les militants, les membres du Parti.

Un effort a été fait, et nous remercions les Secrétaires fédéraux d'y avoir participé, puisque, effectivement, nous avons 30 000 plaques, mais nous souhaitons très rapidement avoir 50 000, 60 000 et même 80 000 plaques bien entendu, d'autant que le Congrès a décidé que pour la représentation des fédérations on tiendrai compte, non seulement des feuillets, non seulement des timbres, mais aussi des talons qui ont été retournés au Centre national.

Nous sommes obligés de faire aujourd'hui une première exception, ce n'est pas possible d'établir une représentation sur la base des 30 000 volets retournés, alors, camarades, très rapidement, que l'on fasse tous notre travail pour qu'on puisse avoir un fichier complet du Parti et qu'une information complète puisse être diffusée aux militants dans les sections et les fédérations.

Voilà pour l'information écrite.

A côté de cette information écrite, bien entendu, il faudra une information orale. Alors, nous faisons la proposition suivante, celle de tenir des conférences régionales, conférences régionales, d'ailleurs, associant majorité et minorité de l'ensemble du Parti sur deux week-end, les 5 et 6 février et les 12 et 13 février.
Nous souhaitons par conséquent qu'alors que commence une information dans le Parti, une information objective puisse être faite oralement à un maximum de camarades du Parti.
Au cours de cette journée, je crois qu'il sera possible d'avoir un dialogue avec les Secrétaires fédéraux pour retenir les dates et les lieux de rassemblement.
Voila, en ce qui concerne le programme, je n'en dis pas davantage et si vous avez des questions à poser vous le ferez mais nous n'allons pas ici aborder les problèmes de fond, puisque vous savez que ces problèmes de fond relèvent de la Convention nationale du 12 mars prochain.
Deuxième trait caractéristique de la vie du Parti depuis six mois, c'est la proportionnelle, l'application de la proportionnelle. Cela, c'était une nouveauté. Quel sort le Parti réservera-t-il demain à la proportionnelle, je ne le sais pas, mais présentement nous devons appliquer, et nous avons appliqué, la décision du Parti, et le Parti, difficilement, c'est vrai, fait l'apprentissage de la proportionnelle.
Règle de représentation des organismes centraux, la proportionnelle est devenue, avec la circulaire n°16, qui nous a valu pas mal de courrier, la règle à l'échelon fédéral et à l'échelon local quand il s'agit de sections importantes.
Nous avons été beaucoup questionnés, mais je crois que peu à peu, avec des variantes nombreuses, d'ailleurs, les tableaux d'Epinay ont été appliqués dans l'ensemble des fédérations. En tout cas, s'il subsiste des difficultés ici et là, vous aurez la possibilité de nous en parler au cours de cette journée. Le Parti, je le répète, n'a pas voulu les tendances, mais la proportionnelle a officialisé les courants de pensée.
Nous pouvons souhaité, nous travaillons tous à cela, que l'esprit du Parti l'emporte sur les réflexes de clans qui seraient dommageables pour le Socialisme.
La contre partie de l'application de la proportionnelle qui a ses avantages, une vie active, le bouillonnement des idées, c'est évidemment un certain nombre de difficultés pour régler des conflits, mais je crois qu'il faut, et que nous avons eu le souci, de mettre le point final au contentieux et à ces conflits. Dès le Congrès d'Epinay : nous nous sommes trouvés avec un parti nouveau, il n'était pas question, par conséquent, de prendre en charge les dossiers, les conflits ouverts par les formations antérieures et non réglés au moment du Congrès. Seulement, il était inévitable que les instances du Parti soient en quelques cas et à propos de la présence dans le Parti de camarades dont le comportement lors des élections municipales avait été contesté, soient saisies de cas devant la Commission fédérale du Parti des conflits et en appel devant la Commission nationale.
Plus de six mois se sont passés maintenant. Des problèmes ont été soulevés devant certaines Commissions fédérales, la Commission nationale est saisie d'un certain nombre de cas. Mais nous pensons que maintenant, d'une façon

irrévocable, il faut fixer le délai de forclusion et que ce délai de forclusion devrait être sans doute le 31 janvier prochain.
Enfin, troisième trait caractéristique, ce sont les résultats, si vous voulez, l'état du Parti. Emile Loo pourrait vous renseigner mieux que moi sur cela, tout à l'heure vous pourrez lui poser des questions, mais je crois, je suis même sûr, que la progression des effectifs du Parti est nette. La vie des fédérations départementales s'est activée, des adhésions nouvelles nous viennent chaque jour. Pourtant, le tableau de prise de fournitures en 1971, même s'il montre que nous atteignons les 80 000 adhérents, ne traduit pas assez nettement les progrès constatés.
Pourquoi ?
D'abord, parce que plusieurs fédérations parmi les plus importantes n'ont pas retrouvé leurs effectifs de 1970. Dans quelques cas heureusement peu nombreux, mais qui doivent être résolus une fois pour toutes de nouveaux camarades ont rencontré des difficultés pour s'intégrer matériellement avoir la carte dans le Parti.
Alors, cette question là il faut qu'elle soit claire. Les quelques fédérations où subsistent des situations de ce genre, je crois qu'il faut qu'on en parle aujourd'hui, doivent changer d'attitude, il n'est pas possible que des camarades restent en dehors du Parti, bien qu'ils soient Socialistes, parce qu'on ne veut pas leur donner la carte.
Ce Parti est largement ouvert au concours des nouveaux et c'est dans l'osmose entre les anciens et les nouveaux venus qu'il trouvera certainement le chemin de ses succès futurs.
Mais, et c'est le troisième élément dont il faut tenir compte, il était inévitable que dans une année de mise en place, des hésitations et des retards surgissent, que l'action entre les familles qui s'unissaient mette quelques mois à se réaliser et que quelques bavures inter viennent ici et là.
Cela, c'est déjà du passé, les efforts accomplis et que nous allons accomplir tous ensemble également concernés par le développement du Parti et unis dans la volonté è'assurer son succès, permettront certainement à nos résultats de 1972 de traduire mieux encore dans les chiffres une marche §n avant qui fait déjà partie de la réalité.
Voilà les traits caractéristiques.
J'en viens maintenant aux activités.
Alors, en ce qui concerne les activités, je vais procéder avec vous à un survol des différents secteurs et tout à l'heure, je le répète, vous interviendrez et les secrétaires nationaux vous répondront et donneront un complément d'information.
Au fond, quel a été le souci du Secrétariat national ?
Eh bien, ça a été d'assurer une présence partout. Lorsque certains camarades disent : "Ils n'ont pas fait grand chose, je crois que, vraiment, il faut mettre beaucoup de ma dignité à constater cela, parce que toutes les activités se sont multipliées depuis 6 mois. Je crois que, s'il y avait des reproches ou s'il y a des difficultés, ce ne sont pas des difficultés de vide, ce serait davantage des

difficultés de trop plein.
Présence partout, c'est le secteur de Gérard Jacquet ; depuis le Congrès d'Epinay, conformément à des décisions prises, des rencontres ont eu lieu avec les représentants du Parti Socialiste et ceux des principales organisations démocratiques Parti Radical, P.S.U., Jeune République, avec les organisations syndicales C.F.D.T., G.G.T., Force Ouvrière, la F.E.N. la Ligue des Droits de l'Homme, avec le Comité national d'Action Laïque, avec la C.G.C. et les grandes organisations de l'agriculture et de la Coopération.
Nous avons eu, avec tontes ces formations d'ailleurs, des contacts intéressants et encourageants.
Devant les représentants de ces formations, nous avons eu le souci de présenter le vrai visage du Parti Socialiste né au Congrès d'Epinay et ses orientations.
D'une manière générale, notre démarche a été fondée sur la volonté de dialoguer et je crois que partout elle a été appréciée et que partout on vous a dit que ce dialogue devait se poursuivre.
Volonté de présence partout, c'est l'initiative de tenir des rencontres Socialistes qui ont montré l'effort du Parti pour élaborer un travail de réflexion et pour développer les contacts avec différents milieux.
C'est ainsi qu'ont été étudiés les problèmes du monde rural, ceux des régions, ceux de l'emploi, ceux de la culture, ceux du tiers-monde.
Ces rencontres seront naturellement poursuivies au cours des prochains mois avec le souci d'ailleurs d'étendre le champ des réflexions des militants Socialistes, de décentraliser le plus possible nos activités et de développer bien sûr le rayonnement du Parti Socialiste.
Vers l'extérieur un effort de propagande dont à la charge Georges Fillioud, a été entrepris. C'est ainsi que notre sigle, accompagné du poing et de la rosé symbolisant tout à la fois la fermeté, la grandeur du combat Socialiste, s'est imposé à l'opinion par une lettre de François Mitterrand appelant les citoyens à nous rejoindre, enfin, la présence Socialiste à la télévision, à la radio, dans la presse a été constante, et l'autorité du Socialisme en est de toute évidence sortie renforcée.
Il avait été entendu à Epinay qu'un effort particulier serait fait en direction des entreprises pour développer la présence Socialiste dans le secteur ouvrier ; il est en effet essentiel que le Parti Socialiste, sans interférer sur la vie des organisations syndicales, soit présent dans les entreprises, que ses choix politiques y soient développés et défendus, que ses militants y soient les meilleurs dans l'action.
C'est bien dans cet esprit qu'a été créée la Commission nationale "entreprise" qui coordonne désormais l'effort Socialiste dans ce vaste secteur et que sont constituées des secteurs d'entreprises, des groupes d'entreprises qui permettront de mieux diffuser nos idées et d'enrichir nos dossiers pour la lutte contre le pouvoir actuel.
Notre effort qui est animé par Georges Sarre a pour but de renforcer en milieu ouvrier l'influence des fédérations Socialistes. Il doit se développer naturellement, en accord avec ces fédérations.

Collection Jean-Jaurès

Afin de donner une plus grande efficacité au travail militant, il doit se développer. Vous connaissez le journal "Combat Socialiste" qui est apprécié de la part de nos militants et de nos responsables.
Je dois ajouter - j'en profite puisque je parle des entreprises - qu'actuellement le Parti nécessairement, compte tenu des nouvelles adhésions et compte tenu des options des militants Socialistes qui sont sur le plan syndical, à la fois à Force Ouvrière, à la C.F.D.T., à la C.G.T., a quelques problèmes. Et justement, pour parler de ces problèmes, une séance spéciale du Comité directeur est prévue dans les prochains mois, en février si on en a la possibilité, pour discuter de cela. Une information complète sera certainement diffusée dans le Parti.
J'en profite aussi pour dire qu'à l'intérieur même de la fédération de l'Education nationale, nous avons eu quelques difficultés entre l'écrasante majorité des Socialistes qui soutiennent la tendance majoritaire à l'intérieur de la F.E.N, et des Socialistes qui défendent le point de vue de la minorité.
Nous avons pensé qu'une journée des enseignants devait être organisée rapidement, non pas seulement pour discuter de ces problèmes syndicaux, mais en même temps pour discuter des problèmes-programme dans le secteur de l'Education nationale.
Une action a été faite en faveur des femmes - présence partout - animée par Marie-Thérèse Eyquem. Un colloque est organisé et prévu en avril et, dès maintenant, des initiatives ont été prises sur le plan international puisque le Comité de coordination des problèmes féminins, qu'animé Marie-Thérèse Eyquem, a participé à des réunions à Bonn, à Moscou, et à Singapour, au Conseil international des Femmes Sociaux-Démocrates.
Vous le voyez, sur le plan intérieur, par conséquent, souci de la présence. Même chose sur le plan international et ici j'insiste un peu parce que, sur le plan international, peut-être avez-vous moins d'informations.
Ce qu'a voulu la direction du Parti depuis le Congrès d'Epinay, cela s'est traduit au niveau des textes et décisions proposés aux organismes directeurs, cela s'est traduit au niveau des initiatives et des rencontres internationales et, bien sûr, cela s'est traduit par l'action quotidienne du Secrétariat international. Ce que nous avons voulu maintenant, c'est la continuité dans ce domaine, celle d'une grande tradition internationaliste attachée à la paix, au respect des peuples, à une solution négociée à tous les conflits et à la solidarité avec les mouvements Socialistes du monde entier. Les relations avec l'Internationale Socialiste et les Partis frères ont été activement renforcées et ont donné lieu à des échanges de vues réguliers avec des partis Socialistes qui ont manifesté un intérêt très vif pour le nouveau Parti, plus précisément à un dialogue entre le Premier secrétaire du Parti et les leaders du Socialisme européen, pour beaucoup actuellement au pouvoir ; il y a donc eu des rencontres de François Mitterrand avec Kreisky, avec Willy Brandt, avec Otto Krat, avec Palme et également avec De Burton et Wilson. Contacts, aussi, avec les Partis et les pays Communistes ou progressistes, contacts qui ont été poursuivis, développés et se sont traduits, eux aussi, soit par des échanges actifs, soit par des rencontres aussi importantes que la visite en France de l'alliance Socialiste Yougoslave ou que la réception au

Chili d'une délégation conduite par François Mitterrand et Gaston Defferre.
Par conséquent, tout cela a été placé sous le signe de la continuité.
Sous le signe du renouvellement, eh bien je crois que les récents événements mondiaux, les modifications de l'équation internationale et la coopération au sein du nouveau Parti d'éléments différents nous ont conduits à la saine notion de reconsidérer la valeur et l'opportunité de nos thèses dans un monde en mouvement.
Dans les faits, cet esprit de novation s'est traduit par le souci de réagir immédiatement à l'événement, que ce soit la crise et le conflit du Pakistan - sans attendre, le Parti a pris position pour l'existence du Bangladesh -ou que ce soit la crise monétaire internationale dans laquelle le Parti a su rendre publique également rapidement une position claire, il n'est que de voir la part qui a été réservée à cette prise de position par la presse. Nous avons pensé aussi qu'il était indispensable d'être présents sur tous les terrains où des nations ou des hommes sont menacés par une oppression, quelle qu'elle soit.
Loin de repousser certaines initiatives, le Parti a pris l'offensive et, quelquefois, seul au départ, avec des organisations qui acceptaient le combat commun, Ligue des Droits de l'Homme, la F.E.N., le Parti Communiste, les grandes centrales syndicales, qu'il s'agisse des procès en Espagne, qu'il s'agisse de la Grèce, qu'il s'agisse du Maroc, qu'il s'agisse de la défense d'Angela Davis ou de celle de Koukosky en U.R.S.S.
Enfin, il a agi par une actualisation et une redéfinition de certains aspects de notre politique étrangère, vous le verrez dans le programme. Bien entendu, ce programme a constitué un premier effort de synthèse et de modernisation à propos de nos positions sur l'Europe, sur la sécurité, sur le tiers-monde, le désarmement et la défense nationale.
Camarades, cet effort sera poursuivi et approfondi au cours d'une confrontation prochaine où les responsables et les spécialistes de politique étrangère du Parti travailleront à redonner une forme claire et adaptée à l'évolution mondiale dans nos grandes options de politique étrangère.
Voilà pour le secteur international qu'anime Robert Pontillon, que nous remercions d'ailleurs de nous recevoir à Suresnes aujourd'hui.
Et puis, on ne s'est pas contenté d'assurer une présence partout sur le plan intérieur et sur le plan international. Assurer une présence, c'est aussi préparer l'avenir et là, sous la direction de Pierre Joxe, un plan de formation a été arrêté par le Secrétariat et s'est développé dans trois directions :
- les publications,
- les stages,
- un effort dans le domaine de l'audiovisuel.
Publications : 2 numéros de la Documentation Socialiste ont déjà été consacrés aux questions de formation. Ce travail sera poursuivi au rythme d'une livraison tous les mois. Un plan de publication des brochures est en cours de réalisation. Le texte "Défendez vos libertés" va être suivi d'un second texte sur les syndicats et le Socialisme et les mesures sont prises pour que d'autres paraissent dès que le Parti aura voté son programme.

Stages : un stage destiné aux responsables des fédérations à la formation a été organisé en novembre et 2 autres le seront au cours des prochains mois.
Enfin, des moyens audio-visuels commencent à être mis en oeuvre.
Mais, ne perdons pas de vue que dans ce secteur une quinzaine de fédérations seulement ont pris à cœur ce travail de la formation, il est indispensable qu'au cours des prochains mois les équipes régionales de formation s'attachent à développer cette formation qui est indispensable pour le Parti et je permets d'ajouter que ce travail de formation doit se faire, bien sûr, en liaison avec les fédérations, mais aussi en liaison avec les étudiants Socialistes et en liaison avec les Jeunesses Socialistes et que, sans doute, la tâche essentielle des Jeunesses Socialistes n'est pas de reprendre les courants de pensée qui animent actuellement le Parti mais davantage de travailler, tous courants confondus - c'est accessoire - à cette formation et à ce niveau-la il me paraît indispensable qu'un effort soit entrepris.
Enfin, j'en arrive à l'outil, c'est-à-dire au Parti. Eh bien, en ce qui concerne les liaisons avec les fédérations, dont Georges Sarre et Georges Fillioud ont la charge, vous savez que le dialogue avec les fédéraux, les contacts avec les fédérations, les voyages dans les fédérations, ont été multipliés, qu'une semaine de propagande a été organisée dans le territoire de Belfort, qu'une autre sera bientôt organisée dans les Vosges, que le Secrétariat national est à la disposition des responsables fédéraux qui veulent organiser une semaine de propagande dans leur fédération et qu'enfin il est important de rappeler qu'à l'initiative du Secrétariat national une action concernant les 3 fédérations de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, a été entreprise face à l'aggravation de la situation en Lorraine. Je crois que là, la collégialité des secrétaires nationaux qui ont la charge des fédérations a fonctionné, Georges Sarre plus précisément a été tous les jours à l'écoute et à la disposition des Secrétaires fédéraux qui voulaient immédiatement un renseignement ou une initiative du Centre national.
Sur un point, un effort doit être intensifié et il dépend surtout des fédérations, c'est en ce qui concerne les élections. Combien de fois il y a des cantonales, combien de fois il y a des élections municipales dans telle ou telle ville ou dans tel ou tel canton, dont le Parti, le Centre national, n'est pas averti ! Camarades, il est absolument indispensable, sur ce plan-là, d'avertir le Parti et de faire en sorte que chaque fois qu'il y a des élections on puisse assister à une mobilisation du Parti. Je sais bien qu'il y a Royan, qu'on a donné toutes les explications au Comité directeur - on pourra en reparler au cours de la journée - mais en tous les cas, ce qui m'apparaît indispensable, c'est que chaque fois qu'il y a une élection il y ait la présence du Parti et qu'il y ait un candidat du Parti. Les fédérations doivent prendre les initiatives sur ce plan-là, chaque fois qu'il n'est pas possible de régler ce problème au niveau d'une fédération, eh bien il faut faire appel au Centre national et des dispositions seront prises pour que chaque fois des candidats puissent participer activement à de telles campagnes. C'est indispensable.
Enfin, j'en arrive à ce qui est l'avenir, mais l'avenir immédiat c'est-à-dire le journal.

Pour concrétiser tous ces efforts du Secrétariat national et toutes ces activités, il est absolument indispensable que le Parti ait un organe de presse ; il n'est pas possible que le Parti puisse se développer sans avoir un journal.
Ce journal, en voilà le numéro 0. C'est un numéro 0 que vous avez, qui n'est pas communiqué à l'extérieur, puisque le n°1 paraîtra le 28 janvier prochain. C'est Claude Estier qui a la responsabilité de ce secteur et qui répondra tout à l'heure aux nombreuses questions qu'on pourrait lui peser.
Ce que je voudrais vous dire, c'est que des journaux, on en a connus de toutes les sortes, bien entendu et que quand on parle d'un nouveau journal on se demande quelle aventure on va encore vivre ! Je voudrais d'abord vous rassurer, camarades, en vous disant que vraiment nous avons pris toutes les dispositions pour ne pas nous emballer. Le budget de ce journal, compte tenu de l'équipe de rédaction restreinte, compte tenu des initiatives qui ont été prises par la création des Editions de l'An 2000, est un budget de 140 millions d'anciens francs.
Nous pensons, avec un budget de publicité que nous avons voulu modeste au niveau des prévisions, que le Parti peut nous apporter 10 000 abonnés. Ce journal vivra si, au 31 décembre 1972, vous nous apportez 10 000 abonnements à 90 F. A côté de ces abonnements, bien entendu, il y aura possibilité de vente au numéro, possibilité pour les fédérations et les sections de commander régulièrement le journal, mais nous sommes convaincus que le Parti pourra amener ces 10 000 abonnés et que, par conséquent, nous aurons un journal à parti du 28 janvier prochain. En tout cas, ceux qui estimeraient excessif de se fixer ces 10 000 abonnés comme étant un effort minimum sont priés de le dire au cours de cette journée, afin qu'on puisse en discuter, mais il n'est pas possible de ne pas avoir un organe de presse, de ne pas pouvoir, toutes les semaines, informer nos militants et, surtout, de ne pas avoir une grande ambassade sur l'extérieur.
Voilà, chers camarades, les informations que je voulais vous apporter. J'ai quelquefois été rapide, surtout en ce qui concerne les activités, mais je répète que vous pourrez nous questionner.
En terminant, je veux vous dire que je crois que ce programme d'activité du Secrétariat national, programme de six mois, est à la hauteur de la grande nouvelle de juin, à savoir que les Socialistes se sont rassemblés. Pour le reste, c'est à vous d'apprécier, en souhaitant que nous soyons tous ici des Socialistes qui, bien sûr, s'interrogent sur tel ou tel problème, des Socialistes qui se comprennent, bien entendu, et des Socialistes qui sont ensemble capables d'aller aux multiples tâches du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, la discussion générale est maintenant ouverte sur le rapport d'activité présenté par Pierre Mauroy.
Je voudrais simplement faire écho à une des paroles d'introduction de Pierre Mauroy en disant qu'indépendamment des commentaires inévitables, naturels et souhaitables que vous avez, les uns et les autres, à apporter sur ce rapport, ce que le Secrétariat national attend également des fédérations, c'est un état de la

situation dans vos fédérations, des informations sur ce qui s'y passe et également sur ce qui se passe dans le Parti au niveau des échelons régionaux, provinciaux et locaux.
Camarades, vous avez maintenant la parole. Qui demande la parole ?
C'est le premier mouvement qui coûte !
La parole est à Pérussel, Moselle.

Pérussel (Moselle)

Camarades, puisqu'il faut bien commencer... Je pense que des efforts certains sont faits par le Secrétariat national et, en Moselle, nous n'avons qu'a nous en féliciter ; des actions ont été entreprises à l'initiative du Secrétariat national, on peut dire que ce dernier réagit immédiatement devant le moindre conflit, le moindre fait d'une importance locale mais qui risque de déborder la localité. Nous avons l'appui du Secrétariat national et, par conséquent, nous n'avons actuellement qu'à nous féliciter de la collaboration et de l'aide qui nous sont apportées.
Toutefois, j'ai deux observations à présenter, qui me semblent importantes.
La première concerne le fichier.
Là je suis obligé de dire que nous sommes très mécontents, les talons de cartes jaunes sont renvoyés, nous n'en avons pas beaucoup, c'est d'ailleurs pour cela qu'on les renvoie, mais malheureusement le talon est bien quelque part à Paris, Boulevard Magenta, je crois, et les journaux ne viennent pas, comme la presse d'une façon générale, d'ailleurs.
La deuxième observation concerne la presse, d'une façon générale.
Nous n'avons dans l'Est, absolument aucune presse à l'exception du Républicain Lorrain, qui est bien connu et qui n'est pas un organe libre.
Le Combat Socialiste, le journal l'Unité, ne sont pas suffisants et nous ne savons pas comment remédier à cette carence, qui n'est pas seulement celle de la Moselle, mais qui est celle de plusieurs départements de l'Est et peut-être d'ailleurs.
Ce journal l'Unité, cela constitue peut-être un pas qui est fait, je n'ai pas encore parcouru le numéro "zéro", mais je pense qu'il n'est pas assez grand, qu'il ne fait pas assez de place aux fédérations et cela constitue un problème en soi.
Je voudrais terminer par une dernière observation sur la trésorerie.
Je pense que la trésorerie a conservé des méthodes ancestrales, sur lesquelles il faudra revenir.
Les feuilles sont envoyés, c'est vrai, mais les timbres ne peuvent pas être repris en fin d'année, on ne sait pas pourquoi. Les timbres sont distribués avec un pourcentage déterminé, fixe, quelles que soient les indications données par le Trésorier fédéral, c'est-à-dire que, même lorsque le Parti gagnerait de l'argent par la vente de timbres de catégorie supérieure, la trésorerie ne donne que le pourcentage fixé, ce qui est absolument anormal.
Ce sont là deux points sur lesquels il faudra je pense revenir.
J'ai terminé.

Le président - Merci Pérussel.
La parole est au camarade Noé, fédération de l'Essonne.

Noé (Essonne)

Camarades, en ce qui concerne le rapport présenté par notre camarade Mauroy, je n'ai pas d'observation, nos camarades de l'union nationale ont travaillé effectivement dans l'application des décisions de notre Congrès.
La seule remarque que je formulerai concerne le fichier, car je ne suis pas non plus d'accord avec l'interprétation de Mauroy. Nous avons pour notre part envoyé, envoyé de nouveau, corrigé et renvoyé un certain nombre de fiches, de souches, mais il est indiscutable que c'est au niveau national que cela coince, au moins autant qu'au niveau de la fédération.
Je crois qu'il faudrait revoir cela boulevard Magenta, effectivement.
Ceci étant dit, je pense que cette Convention nationale, qui est la première, a également pour but l'information sur ce qui se passe dans les fédérations et j'ai, en ce qui me concerne, établi un petit rapport que je remettrai tout à l'heure au camarade Premier secrétaire, mais je pense qu'il est néanmoins utile que vous ayez vous aussi cette information je vais donc rapidement vous indiquer l'état du Parti dans l'Essonne.
Il faut je crois quand même situer le département de l'Essonne, pour ceux qui ne le verraient pas très bien. Il est situé dans l'Ile-de-France, bien entendu, il a des départements limitrophes parisiens, mais il va jusqu'au Loiret dans le sud.
La partie sud de ce département est essentiellement rurale, voire même provinciale, la partie nord étant elle une partie à prédominance urbaine.
Je pense qu'il est bon de le dire au départ, pour mieux comprendre aussi les problèmes.
Partout nous avons un problème préoccupant, qui est celui de l'emploi et 50% des personnes actives travaillent en dehors de notre département.
Vous savez que la capitale est Evry, c'est une capitale qui comptera, d'ici 1975, environ 40 000 habitants.
Les problèmes de l'infrastructure routière, des transports, sont les problèmes dominants de notre département.
C'est un département à croissance extrêmement rapide et je vous citerai simplement quelques chiffres pour faire apprécier à chacun ce qu'elle est.
674 000 - 674 157, exactement, habitants en 1967, 800 000 à peu près maintenant, et les prévisions sont d'un million 124 000 pour 1975.
Une caractéristique essentielle, les jeunes de moins de 20 ans représentent 35% de la population.
Nous avons des travailleurs, qui évidemment travaillent dans les départements limitrophes. Je ne vous donne pas les pourcentages, je les donnerai au Secrétariat.
Nous avons néanmoins une vingtaine d'entreprises de plus de 500 salariés, ce qui est aussi un problème intéressant à regarder.
Il y a aussi le plateau de Saclay qui, vous le savez, est entrain de se développer et qui comprendra un ensemble universitaire et industriel important.

En ce qui concerne l'implantation du Parti, dans le Nord elle est bonne, dans le Sud elle est faible, voire inexistante.
Il y avait 325 adhérents dans cette fédération, 400 en 1970 et nous sommes, au 31 décembre, 616.
Quant à la composition de la fédération, je crois que c'est également important, car vous verrez, en regard de cela, que nous avons peu d'ouvriers dans le Parti, tout au moins en ce qui nous concerne.
Il y a 30% d'enseignants, 18% de cadres administratifs, 10% de techniciens, 10% d'employés, professions médicales et paramédicales, 4%, 4% de commerçants, 2% d'étudiants, et, dans une catégorie spéciale, nous avons les femmes de nos camarades en général, les camarades retraités et les divers, 9%.
Nous avons 130 Conseillers municipaux, nous n'avons pas de députés, pas de sénateurs pas de Conseillers généraux.
Il y avait, lorsque nous avons repris le département en 1971, 51 élus Socialistes.
Les nouveaux élus l'ont tous été sur des listes d'union de la Gauche, je crois que c'est important à signaler, alors que précédemment, sans méchanceté, c'était un peu tous azimuts !
Nous sommes présents dans les Conseils de 28 communes sur 188 et nous avons 5 maires Socialistes, appartenant au Parti donc.
C'est à partir de cette analyse de l'implantation du département, que nous avons essayé de calquer notre structure au mieux et au plus près, sur celle du niveau national, afin que les contacts soient directs.
Maintenant, quelle a été l'activité des six mois de cette fédération ?
Réunions internes et liaisons : le Bureau se réunit tous les quinze jours, la Commission exécutive tous les mois et les Secrétaires de sections tous les deux mois, avec une Commission exécutive.
Nous avons réalisé des journées et des demi-journées fédérales de formation et de propagande, d'ailleurs nous avons des Secrétaires fédéraux qui s'occupent essentiellement de ces points.
Un bulletin fédéral de liaison est envoyé à tous les Secrétaires fédéraux membres de la C.E., deux fois par mois, qui compte une dizaine de pages, où les consignes, les comptes-rendus de réunions et les informations utiles, sont diffusés.
Ces six mois ont donc servi à l'implantation du Parti, mais nous avons néanmoins fait un certain nombre de manifestations extérieures. Le rythme est de trois réunions tous les deux mois et nous pensons, en mars, pouvoir accroître ce rythme compte tenu bien sûr du fait que nous aurons à ce moment-là notre programme.
Nous avons collé des affiches, comme tout le monde je pense et provoqué des réunions avec les organisations suivantes et je pense que ceci est intéressant, car il y en a qui ne répondent pas, parmi ces organisations.
Nous n'avons pas de problèmes avec l'Union départementale C.G.T., les réunions ont eu lieu avec l'Union départementale C.F.D.T. également, avec les syndicats des enseignants et parents d'élèves et le P.C.F.
Nous n'avons pas réussi à prendre contact avec l'U.D. F.O. et nous n'avons pas

réussi à nous accrocher et à pouvoir bavarder correctement avec le P.S.U.
Maintenant, les décisions que nous avons prises concernent un journal fédéral. Vous me direz : "Encore un !" C'est ce que nous avons déjà entendu, mais je pense que là aussi, dans le domaine des informations locales, il y a quelque chose à faire, et nous allons, dans quelques mois, avoir un premier journal au niveau de la fédération. Il sera trimestriel il faut aussi être modeste au départ.
Nos satisfactions : je crois qu'il y a une équipe fédérale sans prétention qui se rôde et marche pas mal. Le rythme d'adhésions est acceptable et il doit se développer - nous le pensons - avec les contacts que nous avons établis depuis six mois.
A remarquer que les adhésions immédiates et avant Epinay sont provenues, pour une bonne part, d'anciens militants du P.S.U. Après Epinay, de quelques radicaux. Actuellement, il y a une légère tendance à l'ancien militant du P.C.F. La majorité des nouveaux adhérents militent syndicalement et en généra à la C.F.D.T.
Les difficultés maintenant : eh bien, nous n'avons pas de permanences, et pas de matériel, ce qui ne facilite pas une implantation. Nous prospectons actuellement à la mairie de Massy pour essayer de nous implanter et puis dernièrement, nous avons réservé la location. Donc, ce ne sont pas des paroles en l'air ; nous pensons avoir un local fédéral dans quelque temps.
Je crois qu'il y a également une information utile à vous donner, c'est qu'au niveau section, il y a une difficulté indiscutable à ce mettre au rythme de travail qui s'impose, qu'imposent la fédération et le Parti.
Il y a deux critiques : les secrétaires de sections qui ont une ancienneté militante ont perdu la notion du militantisme. C'est une statistique majoritaire pour une bonne part. Ils ont du mal à réunir de bons animateurs et vivent encore avec une structure défunte. Je crois que c'est quand même quelque chose qu'il faut noter, car c'est une difficulté certaine.
Quant aux jeunes secrétaires, il faut qu'ils se rôdent et c'est normal. Un quart de nos militants sont occupés à des tâches municipales. Je crois que ceci est à dire et beaucoup militent dans de nombreuses organisations.
Je crois, en conclusion, camarades, que cette fédération ne se porte pas mal à notre avis. Il n'y a pas de secret. Si nous arrivons à multiplier par 50 ou 100 nos effectifs, eh bien nous aurons des militants et nous aurons un Parti.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Noé de ses informations. La parole est maintenant à notre camarade Leblé, du Finistère.

Leblé (Finistère)

Mes camarades, je ne reprendrai pas tous les points de l'exposé que nous a fait Pierre Mauroy, tous les points positifs qu'il a développés.
Je voudrais simplement reprendre l'un d'entre eux sur lequel, je pense, nous devons nous exprimer, c'est la partie qui concerne les cartes, les timbres, les

talons et le fichier.
Il est certain que les cartes qui sont actuellement présentées ont besoin d'une amélioration dans la forme ; telles qu'elles sont aujourd'hui imprimées, elles donnent vraiment l'impression aux adhérents d'une organisation sous-développée, et un effort est à faire en ce domaine, de façon à améliorer au moins la présentation.
En ce qui concerne les timbres, les réactions des sections du Finistère sont unanimes. Le système actuellement en application n'est pas viable. S'il est certain que chaque adhérent doit payer une cotisation mensuelle, proportionnelle à ses revenus, un seul timbre d'une seule couleur permettrait malgré tout de mettre en application ce taux de cotisation différencié.
Il reste le problème du calcul des mandats, en fonction du nombre de timbres. Si, aujourd'hui, la Commission de contrôle des mandats doit faire une exception, comme nous y avons été invités, il faudrait bien que, là aussi, ce soit la dernière exception, en tout cas que l'on nous dise jusqu'à quand nous allons faire des exceptions dans nos Assemblées. Si les statuts ont prévu que l'on doit tenir compte du nombre de talons retournés au Secrétariat national pour faire le calcul réel des mandats attribués à chaque fédération, eh bien il faut appliquer les statuts également dans ce domaine, de façon que l'on ait la vérité sur la situation réelle de chacune des fédérations. Si l'on annonce 80 000 adhérents et qu'il n'y a que 30 000 adhérents, il n'y a que 30 000 talons retournés.
Un beau jour, à force de faire des exceptions de Convention nationale en Convention nationale et en Congrès, on finira bien par se rendre compte qu'effectivement le nombre d'adhérents ne dépasse pas 30 000.
Donc, il faudrait que cette exception soit vraiment une exception et qu'à l'avenir, on tienne compte de ce nombre de talons retournés. Ce point me semble réglé en ce qui me concerne.
Il en est un autre que je voudrais aborder et sur lequel, il me semble, Pierre Mauroy a rapidement glissé, concernant le programme. Je fais état d'articles lus dans la presse. Il semble qu'une partie du programme ne sera pas diffusée aux fédérations, je dis il semble parce que les choses ne me paraissent pas très claires après la lecture de la presse. J'aurais souhaité davantage de précisions de la part de la Direction nationale.
Il nous est annoncé, si j'ai bien compris que le préambule et le projet de mesures immédiates à prendre par un gouvernement de Gauche, ne serait pas diffusé pour l'instant. Si cette information devait être exacte, je considère qu'elle est fort regrettable. Si certains camarades, dans le Parti, ont l'impression qu'avec notre effort pour occuper le terrain partout, la presse nationale accueille avec sympathie ou une bonne partie de la presse nationale, en tout cas, accueille avec sympathie le programme du Parti Socialiste, je me permets d'appeler l'attention de la Direction nationale sur le fait que les organes de presse locaux ou régionaux n'ont pas tous, et il s'en faut et de beaucoup, la même sympathie. Si certains journaux nationaux ont présenté les points positifs du contenu de programme Socialiste, ainsi que la méthode de préparation, je constate que dans ma région, le plus grand journal quotidien lu par la grande majorité de la

population de la région, titre son article sur le projet de programme Socialiste : "Ce projet se caractérise par la grande division entre les tendances de ce parti."
Voilà ce qui caractérise, pour ce journal, la fédération !
J'aimerais au moins qu'une information nous soit donnée et s'il y a des choses qui doivent être éliminées dans l'envoi qui est fait aux fédérations, je pense que c'est une chose qui est regrettable et j'invite l'organisation nationale à essayer de la rattraper le plus rapidement possible.
Merci.

Le président - Camarades, avant de donner la parole à notre ami Balti, je voudrais demander à Plomme, du Pas-de-Calais, rapporteur de la Commission de vérifications des mandats, de bien vouloir présenter son rapport.

Plomme

Chers camarades, la Commission de vérification des mandats, composée des camarades : Derosier Nord, Fajardie Cher, Guyard Paris, Serusclat Rhône, Véganbou Rhône, votre serviteur et Emile Loo, Secrétaire national au budget, a pris connaissance de l'état de prises des feuilles annuelles et timbres mensuels au 31/12/1971.
A considéré qu'un adhérent correspondait exceptionnellement à un feuillet couvert de 6 timbres.
Elle a arrêté pour cette Convention nationale, les comptes de l'exercice écoulé conformément aux articles 12 et 30 des statuts nationaux, à 80 307 feuillets et 734 382 timbres, représentant 3234 mandats.

Le président - Camarades, je mets aux voix le rapport de la Commission de vérification des mandats.
Pas d'observations ?
Pas d'oppositions ?
Il est adopté.
Dès lors, camarades, j'invite les fédérations à retirer l'état exact de leurs mandats au Bureau de la trésorerie où ils doivent se présenter munis de leurs titres de délégation rouges.
La parole est maintenant à notre camarade Balti, Secrétaire générale du Lot.

Balti (Lot)

Mes Chers camarades, je représente une petite fédération, celle du Lot, et je voudrais vous donner rapidement un aperçu de notre travail dans le Lot.
Je voudrais vous dire d'abord une bonne nouvelle : nos effectifs ont plus que doublé cette année en trois mois de travail. 6 anciennes sections ont été ranimées. 5 nouvelles ont été créées et 4 sont en passe de naître.
Nous avons, dans le Lot 4 Conseillers généraux Socialistes, une quarantaine de maires Socialistes ou socialisants et 200 Conseillers municipaux qui se réclament du Socialisme sans toujours appartenir au Parti..

Coll. Fondation Jean Jaurès

Nous avons fait un effort dans le domaine de la presse parce que nous avons lancé un mensuel départemental qui tire à de nombreux exemplaires. Nous avons bénéficié pour cela de l'aide technique et administrative de la "Corrèze Républicaine et Socialiste". Nous en sommes au 4ème numéro, le financement paraît assuré par des souscriptions, des abonnements et par la publicité.
Une nouvelle équipe fédérale est entrée en fonction au Congrès de Saint Céret où nous avons eu le plaisir d'accueillir Georges Sarre et Pierre Joxe. Sa moyenne d'âge est de 35 ans, ce qui laisse penser qu'il y a un certain renouvellement dans notre fédération.
Nous avons fait une tentative pour organiser des stages de formation mais nous rencontrons nous aussi des difficultés exprimées par le rapport de l'Essonne, et nous envisageons donc de travailler en relation avec les départements voisins : l'Aveyron ou le Tarn et Garonne.
Nous avons un problème de contention avec la trésorerie nationale et nous l'avions déjà soulevé au Congrès de Saint Céret. Nous espérons pouvoir le régler dès aujourd'hui.
Nous voulons continuer et poursuivre cet effort d'implantation et de recrutement. Nous avons un désir d'organiser au printemps une fête populaire. Nous envisageons une réunion sur les problèmes agricoles très importants chez nous. Nos contacts sont bons avec les organisations syndicales et particulièrement avec la C.F.D.T. et la F.E.N. Nous avons quelques difficultés, pas très graves mais tout de même, à signaler avec le Parti Communiste ; je pense que c'est le retentissement des difficultés nationales.
Nous nous sommes faits accrocher en particulier à propos d'un éditorial dans notre journal et chez nous aussi nous sentons une certaine irritation.
Nous essayons d'être présents partout dans les réunions publiques et où il se passe quelque chose. Nous bénéficions nous d'une aide importante, celle de la Dépêche du Midi qui nous passe de nombreux articles.
Nous avons essayé de lancer chez nous un mouvement de la Jeunesse Socialiste. Nous avons participé à la réunion de Grenoble et à celle de Clermont-Ferrand et de même notre responsable participera avec ceux des départements de Midi-Pyrénées, à la création d'une inter-fédération des Jeunesses Socialistes.
Parmi les difficultés que je voudrais vous signaler, l'apathie dont on a parlé tout à l'heure de certaines sections anciennes et surtout les distances qu'il faut parcourir dans ce département peu peuplé à la population dispersée, en sont la cause essentielle.
Je voudrais également dire que certains de nos camarades s'étonnent de la virulence de la polémique entre les tendances, et j'ai été mandaté par une section pour demander à ce que ces polémiques ne paraissent plus sur la place publique et certains d'entre nos camarades désapprouvent jusqu'à certains articles qui paraissent dans la presse de chacun des tendances.
Certains d'entre nous également ont été choqués par les difficultés nées lors du Congrès de la F.E.N. Je ne pense pas que ce soit très grave mais je voulais le signaler.
Voilà donc rapidement le point sur ce qui se passe dans notre département.

Collection Jean Jaurès

Voyez, nous avons également des difficultés, comme toutes les petites fédérations mais nous avons essayé de travailler et de réaliser quelque chose.
(Applaudissements)

Le président - Merci Balti. La parole est à Roger Quilliot, Puy de Dôme, après lui Lussault, Indre-et-Loire.

Roger Quilliot (Puy de Dôme)

Camarades, je voudrais, après quelques autres Secrétaires fédéraux, donner à la fois des informations sur la vie de la fédération que j'ai encore l'honneur de diriger, quelques éléments de critique ou de suggestions et enfin une appréciation globale sur l'action du Parti.
L'image de ma fédération s'est quelque peu modifiée sans s'être radicalement bouleversée, peut-être à l'inverse de ce qui a pu se passer dans des fédérations moins importantes. Le Puy de Dôme se classant non pas dans les toutes premières, mais dans les dix premières.
Je constate tout d'abord que certains militants anciens ont disparu c'est-à-dire se sont éloignés, soit que l'orientation du Parti dans le sens de l'unité de la Gauche ait heurté certains d'entre eux, soit encore que la véhémence quelquefois des propos de tel ou tel adhérent nouveau ait été mal supportée.
En revanche, nous avons vu apparaître des adhérents nouveaux, des jeunes, des syndicalistes, en nombre variable et différent selon les secteurs. La constatation que je fais est qu'il est actuellement dans le Puy de Dôme - je ne parle que de cela - plus difficile de recruter dans la ville même de Clermont-Ferrand que dans les bourgs ou petites villes du département. Je n'arrive pas encore à m'expliquer la chose mais c'est un fait.
Je constate de la même manière que les jeunes ont plus de difficultés dans le milieu étudiant qu'ils n'en ont parfois dans le milieu ouvrier. Je n'ai pas encore l'explication là non plus ; est-ce un manque d'activités à ce niveau ou est-ce que l'image à laquelle ils se rapprochent qui est très empruntée à 1968, est un peu dépassée par l'évolution même du milieu étudiant ? C'est une hypothèse, je n'en sais rien, d'autres nous donneront peut-être des informations sur ce point.
C'est l'apparition toutefois d'un certain nombre de ces éléments jeunes dont le Parti Socialiste manquait depuis un certain nombre d'années, qui d'ailleurs avait commencé à se faire depuis deux ans, cette apparition incontestablement amène une transformation des rapports, une plus grande activité mais aussi une plus grande tension, il faut le dire. Le groupe des jeunes étant souvent assez dur dans ses expressions et les camarades plus anciens ayant tendance à considérer qu'il faudrait peut-être pas découvrir la lune tous les matins.
C'est un élément qui explique d'ailleurs que je sois encore Secrétaire fédéral. Je le dis, je n'avais plus l'intention d'y rester mais il est apparu que la plupart souhaitait que je puisse faciliter au moins pendant deux ans, le brassage des éléments venus de formations nouvelles et des éléments de génération d'âges différents.
Nous avons aussi quelques petits problèmes au niveau des tendances et par

exemple j'ai dû bloquer l'autre jour une initiative que je considère comme passablement ridicule et qui tendait chaque fois qu'on allait faire une réunion dans une section à ce que toutes les tendances soient représentées. S'il faut qu'on emprunte un mini car pour toutes réunions de section, il est évident que nous allons à une perte d'énergie déplorable.
On m'a aussi proposé d'envoyer une représentant de tendances chaque fois qu'on crée une section. Là, cela tient à la démence !
En effet, si l'on vient se présenter devant des nouveaux adhérents et que la première opération consiste en un déballage de tendances, qu'on ne laisse parler personne et qu'on prie ces nouveaux adhérents simplement d'enregistrer, il est évident que nous aurons de très mauvais résultats !
Je ne pense pas que la préparation d'une propagande se fasse de cette manière. Je souhaiterais que ceux qui ont le niveau des différents courants de ces tendances veuillent bien ramener leurs camarades à plus de raison. Personnellement, je ne tiens pas à coller à la roue chaque fois qu'un camarade à une section, mais j'aimerais ne pas me sentir contrôler chaque fois que j'irais dans une section ! Je souhaite donc que ceux qui ont des responsabilités tendancielles veuillent bien répercuter les remarques à différents niveaux.
(Applaudissements)
J'ajouterai du même coup que la plupart des militants de province n'apprécient pas tellement les débats de tendance. C'était vrai hier, c'est vrai aujourd'hui, ce n'est pas une nouveauté. Je l'ai dit un certain nombre de fois. Je l'ai dit même quand j'étais dans la minorité et je continue à le penser. Il me semble qu'il faut être très prudent dans le maniement des discussions publiques, qu'il faut les mener constamment sur un certain ton et surtout ne jamais sur évaluer avec un esprit de marchand de tapis, ce qui est souvent le cas, les différences pour pouvoir ensuite se rabattre. Cela, ce sont - comme on dit en province - des réactions parisiennes. Je m'excuse pour les Parisiens, j'ai été parisien longtemps, mais ce sont des réactions parisiennes en ce sens qu'on vit dans un milieu clos et que l'on sous-estime un peu les réactions d'une opinion publique au niveau du village, de la petite ville ou même de la plus grande ville qui n'est, au fond, jamais très grande nécessairement dans un département comme le nôtre. Voilà pour les remarques initiales. Je voudrais faire maintenant quelques petites remarques, donner quelques éléments de suggestion, de critique, il y en a toujours à faire car on est là pour se corriger les uns les autres.
On a évoqué le problème du fichier ; le fichier existe, il n'est pas d'aujourd'hui, et il y a un problème. Cela fait des années que je signale le problème puisque nous recevons toujours 2/3 des talons, il y a toujours 1/3 qui n'arrive jamais à la fédération, même si l'argent de ce tiers arrive, ce qui est déjà quelque chose. Il y a deux ans, dans l'ancienne S.F.I.O., j'avais donné ma démission du Comité directeur pour des raisons qu'il est inutile d'évoquer ici. Jusque-là je recevais quatre bulletins. Le lendemain de ma démission, je n'en ai plus reçu du tout. La même chose vient de m'arriver, je suppose que maintenant que je ne suis plus au Comité directeur, je n'ai plus le droit ni au bulletin du Secrétaire fédéral ni au bulletin d'adhérent. Je ne reçois même pas le bulletin de l'adhérent !

Il y a donc là quelque chose qui n'allait pas hier et qui ne va toujours pas aujourd'hui. Il faudra se pencher sur ce problème avec attention.
Quelques autres petits problèmes ; je ne sais pas si les camarades reçoivent les communiqués du Parti depuis qu'il n'y a plus de bulletin Socialiste au 1er janvier, mais j'ai vu des communiqués paraître dans le Monde, j'aurais aimé les faire paraître dans la presse locale, or je ne les ai pas reçus, je pense que cela doit pouvoir se faire. Les derniers communiqués faits par le Comité directeur ou le Bureau, il serait bon, en attendant qu'ils puissent paraître ailleurs, que nous les recevions assez rapidement pour qu'ils aient encore un sens.
Autre petit point : j'ai été sollicité pour des réunions concernant le Vietnam et on m'a alors présenté lors de cette réunion qu'animait plus ou moins le Mouvement de la Paix un texte auquel le Parti s'était associé sur le plan national. Ce texte, j'avoue que j'ai eu du mal à croire que c'était celui que le Parti avait signé ; il était question continuellement des positions du Nord Vietnam, qu'il fallait respecter, du Funk concernant le Cambodge et du Pathet Lao... Cela m'a un peu surpris, mais on m'a assuré que c'était le texte national, j'aimerais qu'on puisse le connaître ou qu'on m'indique, s'il est déjà paru, cela m'a peut-être échappé, où il est paru.
Concernant les rapports avec la fédération de l'Education nationale, je voudrais dire qu'ils nous préoccupent et que nous sommes un certain nombre à la base qui pensons que les rapports du Parti et de la fédération de l'Education nationale doivent être aussi bons que possible ; il y a des problèmes de fond, c'est évident, il faut les traiter, mais je pense que nous n'arriverons à rien si nous croyons comme certains camarades que l'objectif n°1 est de détruire la direction de la F.E.N. actuelle. Si cela se produisait, je fais allusion à des choses que certains connaissent bien, nous commettrions une faute énorme.
Mauroy nous a dit que la question ne lui avait pas échappé, qu'il y aurait prochainement une réunion qui aura lieu probablement à Amiens, je pense, sur les problèmes d'enseignement, il faudra effectivement une mise au point, et sinon donner des consignes strictes aux militants, du moins préciser une ligne d'attitude générale.
Une remarque encore sur le Congrès des Jeunesses Socialistes qui s'est déroulé à Clermont-Ferrand ; il s'est déroulé, dans l'ensemble, je crois assez bien, mais dès le début j'avais fait remarquer que la date était mal choisie. En effet, le choix de la date a fait que l'opération a coûté au Parti et à la ville de Clermont-Ferrand infiniment plus cher que si on avait accepté les dates que j'avais proposées. Je sais qu'il y a eu un débat sur ce point à l'intérieur du Bureau, que les affaires étaient trop avancées pour qu'il soit difficile de reculer, je me permettrai seulement de donner un conseil, c'est que les Jeunesses Socialistes veuillent bien d'ores et déjà fixer le lieu et la date du prochain Congrès et qu'elles écartent de préférence le mois de décembre qui dans la plupart des villes, même Socialistes, est réservé à des arbres de Noël, à des bals dans les différentes salles, ce qui nous a obligé à avoir un chapiteau de cirque dont nous nous serions bien passés sur le plan financier et dont je puis dire qu'il ne correspondait pas tout à fait exactement a l'image d'un Congrès des jeunesses Socialistes.

Voilà donc quelques remarques.
Enfin, une suggestion, je suis un obstiné, cela va faire huit ans que je répète la même chose dans les différentes formules du Parti : il serait souhaitable que puisque le Parti ne peut pas se payer, et je le comprends, des affiches, qu'il distribue gratuitement aux fédérations, que de temps en temps il fournisse, et cela a été fait une fois, je voudrais que ce soit renouvelé, un projet d'affiche en demandant aux fédérations celles qui veulent le commander. Cela coûterait moins cher à tout le monde. Si cela ne réussit pas, tant pis, mais on préviendrait les fédérations que ce n'est pas possible. En tout cas, j'aimerais que ce soit essayé d'une manière assez systématique, en précisant que cela soulagerait certaines fédérations sans pour autant accabler le Parti.
Enfin, dernière remarque et appréciation globale : incontestablement, l'image du Parti dans la population de mon département, je ne juge pas celle des autres, est actuellement meilleure qu'elle ne l'était.
Pourquoi ? Parce qu'une activité plus importante se manifeste et je l'observe au niveau de ma fédération où tous les jours il y a 7 ou 8 camarades qui passent, alors qu'il y a eu un temps où l'on était des après-midi sans voir personne… C'est significatif quand on ne voit plus personne passer, c'est qu'on ne fait pas grand chose au point de vue de la fédération, mais cela traduit aussi une apathie générale.
L'activité est plus importante et elle est plus importante, parce qu'on parle plus de nous dans la presse. Nous avons maintes fois attiré l'attention sur l'importance de la presse; nous savons tous qu'elle n'est pas toujours favorable, tant s'en faut, mais il y a une règle en politique, c'est qu'il vaut mieux qu'on dise du mal de nous que de ne rien dire du tout et en la circonstance on dit du mal, on dit du bien, mais on parle et c'est l'essentiel.
L'apparition d'une presse nationale est une bonne chose ; je crois que les objectifs que Pierre Mauroy vient d'indiquer, 10 000 d'ici la fin de l'année sont raisonnables.
Je souligne cependant qu'il faudra éviter la multiplication des organes de presse. L'effort qui est fait sur le "Combat Socialiste'' à l'intérieur des entreprises sera difficilement fait en même temps que l'"Unité", et je voudrais bien souligner ceci : la presse Socialiste a presque toujours souffert d'apparaître à l'extérieur comme l'expression pure et simple du Parti. Je sais que Claude Estier qui a la responsabilité du Journal, ne pense pas aller dans ce sens, mais vous savez que c'est une tendance constante des fédérations de ramener la presse à un pur bulletin du Parti.
Puisqu'il y a un bulletin du Parti, il faut absolument que la presse nationale soit autre chose qu'un bulletin du Parti, je dirai même qu'elle ne doit pas être une presse du Parti à proprement parler, mais une presse Socialiste au sens large du terme, ouverte à des débats et ne prétendant pas refléter purement et simplement les choix qui auront été faits par l'organisation à laquelle vous appartenez.
En conclusion donc, je voudrais résumer mes observations : je crois que certains l'ont dit, au niveau des fédérations une vie se manifeste, il est souhaitable que cela se développe. C'est commencé, cela s'amplifie, c'est une bonne chose.

Il est souhaitable que l'image de marque continue à être ce qu'elle est, c'est-à-dire une présence démultipliée, avec tous les efforts que cela implique pour les uns et pour les autres, et nous souhaitons surtout que le caractère de tendances s'estompe, qu'on ne multiplie pas ce type de réunions qui après sont répercutées dans la presse. Que des camarades se rencontrent, discutent, c'est normal, mais il faut éviter que cela apparaisse comme un clichage constant entre 4, 3 ou 2 organisations.
Il y a une majorité, dont on a rappelé qu'elle était composite, une minorité qu'il l'est également. C'est une loi traditionnelle d'une organisation démocratique, mais il ne faut pas confondre démocratie avec le combat entre tendances. Nous avons à nous battre contre l'extérieur, contre l'U.D.R., à résister à certains assauts qui nous viennent de nos alliés potentiels, et je n'ai pas besoin de vous faire un dessin sur ce point, nous sommes obligés de le faire avec le maximum de tact, mais de fermeté, car j'imagine qu'il n'y a pas ici beaucoup de gens qui ont envie de se laisser manger la laine sur le dos, même au profit du grand frère.
En la circonstance donc fermeté, tact, mais aussi présence constante et répliques régulières à tout ce qui serait attaques irrégulières.
J'ai eu le plaisir de constater, il y a quelques jours, qu'un journal qui ne nous avait pas gâtés souvent, qui a un porte-plume qui est Barrillot, avait fait un article assez sévère à l'égard du Parti Communiste et de son comportement. Je dois dire que cet article, qui est de mercredi, pour une fois, je le partageais entièrement.
Je suis en train de m'interroger avec d'autres sur la volonté de gouvernement du Parti Communiste, mais ceci est un autre débat.
Je répète que nous sommes assez satisfaits de l'élan qui a été donné au Parti. Il y a un certain nombre de petits points à corriger, je pense et j'espère avec tous que le secrétariat voudra bien s'activer pour qu'ils soient corrigés dans les meilleurs délais.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Lussault, d'Indre et Loire, après Alibert, Vendée.

Paul Lussault (Indre et Loire)

Chers camarades, j'interviendrai brièvement sur un point particulier, le bilan fédéral devant vous être proposé par le camarade Foquet tout à l'heure.
Comme la presse nationale vous en a informés, 7 travailleurs des départements d'Outremer font en France la grève de la faim depuis une semaine. Ils sont le plus souvent fonctionnaires de l'Education nationale ou du trésor et depuis plus de dix ans le gouvernement interdit leur retour dans leur patrie d'origine. Cette interdiction repose sur une ordonnance signée par Debré le 15 octobre 1960 autorisant les préfets à éloigner tout citoyen susceptible de troubler l'ordre public.
Le Conseil d'Etat, en ce qui le concerne, a condamné cette ordonnance, parce qu'elle est contraire aux droits individuels. Malgré cela, depuis des années, des

fonctionnaires auxquels aucune faute professionnelle, auxquels aucun acte contraire aux lois ne peut être reproché, malgré cela depuis des années ces hommes ne peuvent obtenir leur retour dans les villes et les villages de leur département d'origine.
A Tours, un contrôleur du trésor, dans le cadre du mouvement entrepris, fait donc depuis sept jours la grève de la faim, soutenu par un comité syndical très largement constitué, vous en jugerez quand je vous dirai que la C.G.C., la F.E.N., la C.F.D.T., la C.F.T.C. y participent, soutenu également par les partis de Gauche, la fédération d'Indre et Loire ayant joué un rôle important dans la mise en place de l'action.
La grève de la faim se poursuit devant l'absence de réactions officielles ; l'opinion est actuellement touchée, d'autant plus qu'elle sent bien le rôle joué par Debré, député de la Réunion, dans cette opposition forcenée au retour d'un homme libre dans un département asservi.
La fédération d'Indre et Loire demande donc au Parti de saluer ces hommes qui se battent d'abord pour le respect des droits individuels et du statut des travailleurs fonctionnaires, car c'est le premier sens de leur action, même si la situation imposée aux départements d'Outremer donne à leur manifestation une dimension que nous ne négligeons pas.
La fédération d'Indre et Loire demande donc à la Convention nationale de se prononcer sur le texte suivant.
"La Convention nationale du Parti Socialiste salue les 7 travailleurs fonctionnaires de l'Etat, originaires de la Réunion, de la Guyane et de la Guadeloupe qui s'imposent depuis une semaine la grève de la faim pour défendre leur droit au libre choix de leur résidence.
"Depuis plus de dix ans le gouvernement en application… ou plutôt applique à ces fonctionnaires une ordonnance Debré du 15 octobre 1960 jugée non conforme au texte constitutionnel par le Conseil d'Etat.
"Le Parti Socialiste dénonce l'atteinte permanente aux libertés pratiquées à l'égard des travailleurs des départements d'Outremer ; il exige l'adoption immédiate des mesures individuelles permettant aux 7 fonctionnaires en question les affectations qu'ils demandent dans leur département d'origine et l'abrogation immédiate de l'ordonnance du 13 octobre 1960".
Voilà la motion déposée devant la Convention nationale par la fédération d'Indre et Loire.
(Applaudissements)

Le président - La motion sera envoyée à la Commission des résolutions et soumise à l'Assemblée en fin de séance cet après-midi dont l'approbation, si j'en juge par les applaudissements, ne fait pas de doute.
La parole est à Alibert.

Jean Alibert (Vendée)

Camarades, si je demande la parole dans cette convention, c'est pour y porter la voix des petites fédérations et même des toutes petites, je parle de la Vendée, le

fait est assez exceptionnel, est-ce par timidité ou par maladresse.
Nous pouvons dire que dans l'ensemble nous sommes satisfaits de l'action du Secrétariat national et de l'application qu'il a faite des décisions du Congrès d'Epinay. Le Parti se développe peu a peu, la croissance est difficile, mais nous enregistrons une croissance de l'ordre de 10 à 18%.
Je veux également faire état des difficultés pécuniaires des petites fédérations, j'en reparlerai tout à l'heure.
Je veux d'abord insister sur un point : les Secrétaires fédéraux dans les petites fédérations sont vraiment au contact des militants et les militants ont un certain ressentiment du fait que le secrétariat national a communiqué le programme à la presse avant de le communiquer aux sections et fédérations.
L'esquisse de programme qui nous a été communiquée au cours du mois de novembre était pratiquement inutilisable et ne pouvait servir de base de discussion. Donc, à l'avenir, je pense qu'il ne faut pas donner cette prime à la presse qui fait des informations que nous lui transmettons l'utilisation que vous savez, elle accentue d'ailleurs l'existence des tendances au sein du Parti.
Ensuite, je voudrais faire état de l'accablement des Secrétaires fédéraux et responsables des petites fédérations sous le nombre et l'importance des circulaires et le travail demandé.
Un autre point retient notre attention, c'est celui des relations extérieures, le responsable en est, je crois, Jaquet.
Je lui demanderai personnellement, au nom des petites fédérations, de toutes les fédérations, d'informer en premier lieu le Parti Socialiste et non les organismes avec lesquels nous sommes appelés à mener une action. Je parle du Mouvement de la Paix dont le camarade Quilliot a fait état tout à l'heure.
Nous avons appris qu'il y avait des accords sur le plan national entre le Parti Socialiste et le Mouvement de la Paix, ainsi que diverses organisations, je crois qu'elles sont au nombre de 16, pour mener une action, établir la réalité des faits sur la guerre du Vietnam et pour envisager le retrait des troupes américaines.
Je vais poser une autre question, celle de la fédération des élus. Pierre Mauroy nous invite à constituer une fédération des élus. Les fiches d'adhésion viennent toutes ou presque toutes avec la même spontanéité des élus qui appartenaient anciennement à la S.F.I.O., mais je pose cette question, parce que je pense qu'il serait dommageable pour le Parti de créer une fédération des élus Socialistes S.F.I.O.
Les autres nous ont envoyé des réponses négatives relevant d'autres courants de pensée et, actuellement, ils réunissent une Commission pour créer une fédération des élus républicains. Je pense que la fédération des élus Socialistes a également une place pour les élus républicains !
En ce qui concerne la presse, la parution du premier numéro de "L'Unité" est assez rassurante mais je considère comme une imprudence d'avoir cessé la diffusion du bulletin Socialiste et d'avoir ainsi laissé le Parti sans presse... (Applaudissements)… ne serait-ce que pendant trois semaines.
En ce qui concerne la vie de la fédération, nous avons fait une application stricte, mais assez difficile, des décisions d'Epinay. Nous avons respecté, dans la

composition du bureau politique et de la Commission exécutive, la règle proportionnelle. Nous avons, lors de nos réunions, pris la décision suivante : le bureau politique se réunit tous les deux mois, la Commission exécutive se réunit tous les deux mois, de telle façon que les instances du Parti, les instances départementales, se réunissent tous les mois.
Au niveau des sections, c'est variable, il y a plus ou moins de dynamisme. Certaines sections ne marchent pas mal, une, qui est particulièrement près de mon domicile, est assez encourageante. Les camarades, lors de la dernière réunion, ont demandé l'élaboration d'un calendrier des réunions, ils ont dit qu'il fallait un peu se forcer et ils pensent que, pour faire progresser le mouvement Socialiste, il faut savoir nous astreindre à certaines disciplines. Ce calendrier, ils l'ont établi comme suit : la réunion aura lieu le dernier samedi de chaque mois. Ils ont également demandé que soit fixé un programme d'étude de formation.
En ce qui concerne l'étude du programme, nous avons l'impression d'être pressés Bar le temps et nous avons pensé, au bureau politique, confier l'étude de ce programme, a certains camarades A l'étude fractionnée de certains points du programme - en leur demandant de nous communiquer, pour les réunions de sections et pour le conseil fédéral, une note de lecture avec une étude comparative des solutions que propose le Parti Communiste.
Je peux dire qu'actuellement c'est encourageant, mais il y a une autre question qui se pose, qui est assez grave, c'est celle du bénévolat. En effet, et je pense que la Vendée n'est pas une exception, dans toutes les petites fédérations c'est une poignée de camarades qui portent la fédération à bout de bras. Nous demandons donc une aide technique et même une aide financière du Secrétariat national. Et pourquoi nous n'aurions pas une aide des fédérations qui sont plus importantes ?
Je vous remercie de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Boulin, Yvelines, prochain orateur : Desgranges, Allier.

Boulin (Yvelines)

Mes chers camarades, le Congrès d'unification fédéral de Poissy a complètement changé la majorité de la fédération des Yvelines et le Congrès administratif qui a suivi celui d'Epinay a donné une nouvelle direction fédérale.
Cette direction fédérale s'est immédiatement attachée à un important travail car, précédemment, malheureusement, rien ou presque n'était fait, il n'y avait pas de fichier, nous ne savions pas exactement combien nous avions d'élus, à part nos 3 parlementaires et les quelques Conseillers généraux, nous ne savions pas exactement combien nous avions de maires ni de Conseillers municipaux !
Alors, un immense travail a commencé à s'offrir à nous et nous avons décidé, dès le départ, non seulement de renforcer, d'organiser le Parti, mais aussi d'en faire le Parti qui se développe, et nous avons choisi trois axes de développement, trois axes d'action prioritaire :

- d'abord, le recrutement, et si les quelques presque 1 000 adhérents des Yvelines sont, certes, déjà nombreux grâce à l'unification de Poissy, il n'empêche que nous avons un objectif de 2 000.
- deuxième axe d'action, l'implantation dans les entreprises, et notre rêve serait évidemment qu'à Flins ou à Poissy, endroits industriels par excellence, nous ayons des sections d'entreprise Socialistes.
- troisième axe d'action, la formation.

En plus de tout cela, nous avons veillé à être présents le plus possible, partout où cela était possible. Nous étions immédiatement présents lors du déclenchement des luttes sociales de Maisons-Laffitte, qui, comme vous le savez, concernent des lads en grève, immédiatement nous sommes intervenus aussi auprès d'Inter-Technique, où il y a également des licenciements ; donc, nous tenons à être présents immédiatement et le plus possible, partout.

Nous avons créé une fédération des élus Socialistes des Yvelines. C'était absolument nécessaire et, à ce sujet, nous sommes heureux de l'Assemblée générale de demain.

Nous avons créé des relations - certaines existaient déjà mais nous avons mis cela à l'échelle fédérale - avec les partis, partis de Gauche bien sûr, les syndicats, et nous avons aussi un secrétaire fédéral responsable des relations avec les associations que j'appellerai civiques, que ce soit des associations de locataires, des associations de jeunes, des associations laïques, etc. Car, en effet, c'est souvent grâce au bi-militantisme des camarades que nous nous développons et que nous rayonnons.

Nous avons également pris comme principe que, pour toute responsabilité, il y ait au moins deux camarades ou plus, chargés de l'assumer, cela pour pallier toute vacances, toute maladie, etc. et pour que le travail se fasse absolument.

La nouvelle équipe fédérale a également décidé de faire paraître trois ou quatre fois par an un organe fédéral.

Enfin, sur les tâches de propagande que sont l'affichage, les réunions semi-publiques et publiques - nous remercions d'ailleurs la direction d'avoir créé une affiche fort bien faite - nous tenons à témoigner notre présence le plus possible et à répondre aux besoins et aspirations des citoyens, où qu'ils soient.

Nous avons quelques problèmes, évidemment ; ce sont des problèmes d'hommes qui apprennent à travailler ensemble ; il y a des différences de caractère, des différences d'origine. Mais néanmoins, l'équipe fédérale est bien unie et déterminée à agir.

Un autre petit problème c'est que, comme le disait un camarade tout à l'heure, les sections ne sont pas habituées à la cadence de travail qu'on leur impose. Evidemment, il y a un certain assouplissement à apporter, il faudrait peut-être que la fédération diminue ses cadences, mais que les sections augmentent les leurs.

Nous faisons, par ailleurs, quelques petites critiques à la Direction nationale pour le manque de suivi des circulaires ; tantôt, certains les reçoivent, tantôt, d'autres, si bien que nous souffrons - nous en sommes un peu outrés - d'un manque d'informations suivies. Par exemple, il y a récemment eu une

manifestation sur l'Indochine à Paris et la fédération des Yvelines n'en a pas été tenue au courant.
Deuxième critique : pour le Congrès des Jeunesses Socialistes, il y a eu un chiffre imposé à la délégation, qui était arbitraire à notre avis compte tenu du caractère récent du nouveau Parti. Le chiffre de 5 nous était préjudiciable, évidemment. Bien sûr, nous nous développerons, mais cela nous a handicapés.
Voilà, mes chers camarades, quelques informations sur la fédération des Yvelines.
(Applaudissements)

Le président - Merci Boulin.
La parole est à Desgranges, Allier, après lui, dernier orateur inscrit, Douyère, Sarthe.

Jean-Paul Desgranges (Allier)

Camarades, le cas de l'Allier est assez intéressant. Je regrette de vous le soumettre un peu avant l'apéritif et le déjeuner mais enfin c'est nécessaire parce qu'il y a là un sujet de méditation.
Il s'est passé dans l'Allier un phénomène historique. Nous avions un Conseil général Socialiste depuis environ 3/4 de siècle et nous l'avons perdu. Nous avions un certain nombre de parlementaires, nous avons, au dernier renouvellement sénatorial, perdu nos deux sénateurs. Je n'aurai pas la cruauté d'insister trop lourdement sur les sentiments que nous avons éprouvés, qu'à travers notre fédération le Parti peut tout entier éprouver, bien entendu, et je n'insisterai pas non plus sur un certain nombre de raisons qui tiennent aux personnes, qui tiennent à certaines mœurs qui, j'en suis sûr, sont maintenant dépassées dans ce Parti, mais je voudrais simplement, en deux mots, essayer d'en dégager la signification politique.
Si les positions Socialistes se sont amenuisées, disons, pour employer un euphémisme, depuis quelque 25 ans, l'ensemble des camarades de la fédération de l'Allier - je dis bien l'ensemble car, de l'analyse que nous avons faite, 11 est ressorti un assentiment quasi unanime - pensent que c'est parce qu'il y a eu en effet un certain nombre d'erreurs commises. Ces erreurs tiennent probablement a la conjoncture et donc à des phénomènes qui nous sont un peu extérieurs, mais ils tiennent également à nous-mêmes et, pour résumer, si vous voulez, je crois que c'est une définition politique, une attitude de netteté politique qui nous ont manqué trop souvent dans le passé, et que je souhaiterais voir notre Parti adopter je pense que notre Parti est maintenant capable de les adopter.
Je dois dire que, bien que représentant de la minorité dans ce Parti au Congrès d'Epinay, à la suite de Congrès je peux donner acte à l'actuelle majorité et à Pierre Mauroy en particulier de l'incontestable effort qui a été fait pour animer ce Parti ; dire que nous en sommes satisfaits sur tous les points, certainement pas - je vais aborder rapidement un ou deux détails - mais enfin je considère que, bon an mal an, nous sommes sur une voie où il est normal maintenant que tous nos efforts se soudent de manière à ce que nous ne donnions plus à l'extérieur

Fondation Jean-Jaurès

l'image, en effet, d'un parti trop longtemps et trop souvent divisé.
Ici, je rejoins Roger Quilliot lorsqu'il y a quelques instants il a abordé le problème des tendances, encore qu'il se pose peut-être à notre département en sens inverse, et je rejoins, mon cher ami, ta condamnation de l'exigence ridicule qui veut que toutes les tendances soient représentées dans les réunions qu'on peut organiser ici et là ; nous avons eu, chez nous, les mêmes exigences, on a même parlé de "liquidation des tendances"… Je crois que se sont des enfantillages, je pense que nous avons travaillé pour le Parti et le Socialisme et non pas pour une tendance en particulier.
Cela étant dit, ce point de détail étant certainement approuvé par la majorité ou la totalité des camarades, pour ce qui concerne ce que j'appelais à l'instant une attitude politique nette, je dois regretter, et les camarades de l'Allier regrettent avec moi, qu'en ce qui concerne l'élaboration du programme nous soyons, en quelque sorte - peut-être l'expression paraîtra-t-elle exagérée - repartis à zéro.
Nous avons apprécié - quand je dis "nous", je dois dire "je" et un ou deux camarades, car l'avant-projet était un peu trop copieux pour être valablement digéré par l'ensemble des militants - le sérieux de l'effort qui a été fourni par l'équipe réunie autour de Jean-Pierre Chevènement mais nous avons eu le sentiment - si nous nous trompons, on nous le dirai - qu'on était presque repartis de zéro, c'est-à-dire qu'on n'avait pas, en somme, tenu suffisamment compte de ce qui avait été, il y a peu, le plan d'action Socialiste et le contrat Socialiste - je crois que c'était cela - de la C.I.R.
Cela fait que nous fournissons un certain nombre d'arguments à nos adversaires, et j'emploie intentionnellement l'expression - j'aurais dû dire nos amis ou nos futurs alliés - je pense en particulier au Parti Communiste, qui nous reproche, avec une certaine démagogie il est vrai, avec une certaine mauvaise foi il est vrai, mais avec aussi des arguments que nous lui prêtons quelquefois, de négliger ce qu'il appelle l'acquis - je sais bien que ce n'était pas un acquis mais un bilan des divergences et des convergences de 1970.
Je crois que, sur certains points, nous ne donnons pas actuellement l'impression d'une grande netteté et alors mes camarades m'ont demandé d'intervenir auprès de vous pour que, non pas aujourd'hui car ce n'est pas le propre de cette réunion - je vous donne, en somme, le climat - mais dans nos travaux futurs, nous fassions en sorte que l'opinion publique ait le sentiment qu'une grande convergence s'établit autour de notre programme et que c'est un programme qui correspond véritablement aux besoins unanimes des Socialistes, aux besoins unanimes des membres de ce Parti.
Si je me suis bien fait comprendre, je veux dire simplement qu'il y a probablement encore, sur les différentes options qui nous sont présentées pour différents points, des querelles de tendances et je crois que, sur le plan de l'élaboration du programme, cela n'est pas de mise.
Maintenant, en ce qui concerne la situation particulière de la fédération de l'Allier, elle est également intéressante sur un autre plan. Nous avons le privilège, disons curieux, de flirter de temps à autre avec Gabriel Péroné, député de Vichy et membre du bureau politique du Parti Radical, qui occupe une

fonction - j'ai oublié laquelle - dans le Mouvement des Réformateurs. Il y a peu, une huitaine de jours, j'ai été invité par Gabriel Péroné à le rencontrer, avec quelques amis dont on me donnait d'ailleurs les noms. Bien entendu, je n'ai pas accepté tout de go sa proposition, j'en ai référé à la Commission exécutive fédérale, qui s'est réunie dernièrement et qui m'a demandé de surseoir à toute rencontre avec Gabriel Péroné.

Si j'évoque ce problème-là, c'est pour la raison suivante : nous sommes, vis-à-vis de Gabriel Péroné, dans une position - et d'une certaine manière je pense que cela peut être vrai dans d'autres fédérations - assez ambiguë. On dira qu'elle ne tient pas à nous et qu'elle tient au Parti Radical lui-même ; je le sais bien, mais cela mérite quand même d'être précisé.

Gabriel Péroné, on sait ce qu'il est sur le plan national et le Mouvement des Réformateurs commence, en effet, à dessiner assez bien ses contours. Mais il se trouve que, dans la fédération de l'Allier, on peut dire qu'il est un parfait associé, un parfait allié, et qu'au Conseil général, par exemple, où nous avons un groupe de Socialistes et apparentés de 8 membres sur 29, il vient assister aux réunions du groupe, il y participe, il est parfaitement loyal, et même dans la défaite que j'évoquais tout à l'heure, a l'issue des dernières sénatoriales, il a tenu à venir nous saluer et à nous dire qu'il était solidaire avec nous dans la défaite. Coup de chapeau, c'est bien ! Ce qui n'empêche que, par exemple, il est de ceux des députés radicaux qui ont refusé de s'apparenter au groupe Socialiste à l'Assemblée nationale ; peut-être a-t-il de bonnes raisons pour cela, d'autres que moi pourraient nous l'expliquer.

Cela dit, que faire dans cette situation ? Eh bien, je vous avoue, camarades, mon embarras extrêmement grand et c'est pourquoi je pose cette question à nos responsables nationaux et, finalement, à la Convention tout entière. Nous risquons, dans l'Allier et dans d'autres départements peut-être, d'être dans une position ambiguë vis-à-vis de sollicitations assez diverses et je ne me sens pas capable, en tout cas je pense qu'il serait préjudiciable, d'aller rencontrer aussi bien le Parti Communiste que le Parti Radical, j'entends bien ces-qualités - on peut toujours boire l'apéritif ensemble, bien entendu, mais cela ne mène à rien - tant que, sur le plan national, les positions ne seront pas suffisamment nettes. Or, dans l'état actuel des choses, il me semble assez difficile de concilier l'alliance avec le Parti Communiste et l'alliance avec le Mouvement des Réformateurs, alors que, sur le plan de la fédération, c'est en fait ce qu'on nous demande de faire. Alors, là, il y a une situation difficile.

Je voudrais aborder maintenant deux ou trois points de détail très rapidement, et j'en aurai presque terminé.

Tout à l'heure, on a évoqué le problème de la presse.

La, je voudrais parler d'un cas particulier et Roger Quilliot va sans doute m'écouter avec une particulière attention.

Nous avons, dans le département de l'Allier, et il a, dans le département du Puy de Dôme, un journal, "La Montagne", qui, disons - je ne sais pas ce qui se passe pour eux, peut-être ont-ils des moyens d'information plus efficaces que les nôtres - nous est plutôt réticent, pour ne pas dire franchement hostile, et j'ai eu

une correspondance avec le directeur de ce journal ou son substitut, pour essayer, notamment au moment des sénatoriales où l'on faisait la part très belle aux adversaires de nos candidats, d'obtenir quand même qu'on passe nos communiqués ; je dois dire qu'on nous a passé des petits bouts, mais enfin nous n'avons pas eu la partie extrêmement belle.
Or, si j'interviens sur ce point, c'est que, si mes informations sont exactes, nous avons - sans vouloir citer personne - des camarades occupant une fonction importante au sein du comité de rédaction de ce journal… On ne rectifiera si ce n'est pas exact, mais ce sont les informations qu'on m'a données. Si ces informations étaient vraies - car, sauf preuve du contraire, il y a effectivement des camarades qu'occupent une fonction dans ce journal - je crois que se pose le problème de la situation des camarades qui, ici ou là, peuvent être membres de la presse bourgeoise, et d'une presse qui, quelquefois, travaille contre les intérêts du Parti. Je sais bien que la situation personnelle de ces camarades peut-être extrêmement difficile et que, sur le plan professionnel, on est parfois tenu à une certaine prudence, mais enfin il y a aussi un problème de conception politique, d'honnêteté politique, si vous voulez, et je pense que le Parti devrait se pencher sur l'action que peuvent mener les camarades au sein d'une presse qui ne nous est pas forcément favorable.
(Quelques Applaudissements ?)
Mon deuxième point en ce qui concerne la presse est une simple question. Je salue, comme sans doute l'ensemble d'entre vous, avec sympathie la parution du journal "L'Unité", mais je me demande s'il serait possible de une page, 2, 3 pages, je ne sais pas, pour les informations régionales, à la disposition, peut-être pas des fédérations - Quilliot, je crois que ton argument est valable sur la non-identification entre le journal et les cellules du Parti - mais des camarades du Parti qui pourraient être des correspondants, de façon à ce qu'ils puissent faire connaître ici et la vie du département ou de la région.
Enfin, il y a un point qui est assez important, qui je mets personnellement - car je me refuse au conflit de tendances à priori et délibéré - sur le compte de la mise en place, du rodage si vous voulez, mais enfin qui mériterait quand même d'être étudié et de ne plus se renouveler, c'est la relation - on a beaucoup parlé tout à l'heure d'organisation - entre les organismes dirigeants nationaux et les organismes fédéraux.
Nous avons tenu récemment un Congrès fédéral à Bellerive - quand je dis "récemment", excusez-moi, c'est faux, c'était au début du mois d'octobre - je crois bien que la fédération de l'Allier a été une des premières fédérations à tenir son Congrès administratif pour mettre en place les choses aussitôt après Epinay, or quelle ne fut pas ma surprise à moi, nouveau Secrétaire fédéral, de voir arriver le matin du Congrès deux excellents amis - je le dis, ce n'est pas une formule de style, ils sont sympathiques, il y a mon ami Wolf, qui sourit et qui me voyait venir avec ses gros sabots, et puis Charles Hernu - que nous avons accueillis, on n'en rendra justice, avec non seulement la sympathie personnelle qui convient, qui est de mise entre camarades, mais également avec le souci politique d'assurer leur réelle participation à ce Congrès. Par conséquent, nous

les avons bien accueillis, je pense que c'était la moindre des choses.
Mais enfin, camarades, je trouve un peu stupéfiant que le Bureau National ou le Comité directeur ou je ne sais qui, nous délègue comme cela deux personnes, sans que le Secrétaire fédéral en soit avisé et naturellement sans qu'il l'ait lui-même demandé. Alors, quand on parlait tout à l'heure de ne pas être espionné, n'est-ce pas Roger Quilliot, d'accord, mais non plus à n'importe quel niveau, pas plus sur le plan interne de la fédération, qu'entre fédération et organismes nationaux.
Je crois que j'en ai terminé, camarades, c'était peut-être une intervention à bâtons rompus, un peu désordonnée, mais j'ai voulu insister sur deux ou trois points qui me paraissent nécessaires pour la vie du Parti, en ce qui concerne la vie interne, et pour l'audience du Parti, en ce qui concerne la vie externe du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, il reste trois orateurs inscrits et nous vous proposons de prononcer ensuite la clôture.
Je donne la parole au camarade Douyère de la Sarthe.

Raymond Douyère (Sarthe)

Je voudrais vous présenter quelques réflexions, d'une part sur le travail fourni par le Secrétariat national, d'autre part sur la presse et enfin, vous apporter quelques informations sur la vie de notre fédération.
Je crois, comme tous les orateurs qui m'ont précédé l'ont dit et dans la Sarthe nous nous y associons, que le Secrétariat national a bien travaillé, qu'il a fourni un travail de qualité, donnant sur le plan national une image de marque très importante, très appréciée de la part de la population.
Ceci est ma première remarque.
La deuxième concerne le fichier national et là aussi je suis d'accord avec tous les orateurs qui m'ont précédé : 150 fiches expédiées, 10 camarades ayant reçu le bulletin Socialiste !
Troisième remarque, en ce qui concerne la presse.
Nous accueillons tous bien entendu avec énormément de satisfaction la parution de cet hebdomadaire l'Unité tant attendu par la population, mais je me pose une question, et jusqu'ici aucun des orateurs ne se l'est posé ou tout au moins ne l'a exprimée à la tribune, je me demande si nous réussirons effectivement à vendre cet hebdomadaire dans les milieux ouvriers que nous allons atteindre, avec une cotisation de 90 F par an et 10 000 exemplaires.
J'aurais préféré, et de loin, que cette cotisation soit de 35 ou 45 F. par an et qu'on essaie de diffuser à 25 ou 30 000 exemplaires. Car je pense que c'est le milieu ouvrier que nous voulons atteindre et non pas une certaine intelligentsia, comme le Nouvel Observateur.
(Quelques applaudissements)
Je rejoins aussi Quilliot en ce qui concerne le fait de donner aux fédérations la possibilité d'avoir une page, la première et la dernière ou la deuxième, qui

Fondation Jean-Jaurès

seraient réservées de temps en temps aux fédérations qui en feraient la demande, de façon à pouvoir diffuser très largement un journal qui serait en même temps un journal fédéral et le journal de notre Parti, sur le plan national, permettant peut-être justement de réussir cette implantation au niveau des abonnements dans toute la France.
Je crois que c'est par ce biais que peut-être nous réussirons à avoir très facilement des abonnés.
J'évoquerai maintenant deux questions qui ont été soulevées par Pierre Mauroy, la nécessité de la réunion de syndicalistes, de façon à pouvoir coordonner un peu les actions qui sont menées par nos camarades, qui sont inscrits pour la plupart, soit à F.O., soit à C.F.D.T.
Eh bien dans mon département, et je pense que dans les autres départements c'est la même chose, sans arrêt nous avons des réclamations de camarades qui se trouvent en opposition formelle, sur le plan syndical, avec d'autres camarades appartenant à un autre syndicat. Et il est bien évident que lorsqu'il s'agit d'avoir des actions communes sur le plan syndical avec la C.G.T., par exemple, nous nous trouvons avec des camarades appartenant à F.O. d'un côté, à la C.F.D.T, de l'autre, ayant des positions fondamentalement différentes.
Je crois que, sur le plan national, il faut absolument que la position soit claire et que les nouveaux adhérents qui viennent puissent s'entendre dire s'il faut qu'ils s'inscrivent à F.O. ou à la C.F.D.T. ou à la C.G.T., mais qu'en fin de compte ils sachent à peu près à quel syndicat ils doivent s'inscrire... (murmures) Je sais bien que ce sera très difficile de le leur imposer, mais il serait peut-être bon, ce n'est pas une mesure d'autorité, que nous puissions être, au moins sur le plan syndical, sur la même longueur d'ondes.
Enfin, à propos des problèmes de l'enseignement, là aussi tout le monde est conscient du problème qui se pose au niveau de la F.E.N. J'ai dans ma fédération de nombreux enseignants et, même si nous ne sommes pas nombreux, nous avons beaucoup d'enseignants, qui pour la plupart militent à Unité et Action et ne militent pas à la tendance autonome. Nous essayons bien sûr de leur faire changer d'avis, mais ils sont obligés de nous dire que ceux qui sont de la tendance autonome ne font pas leur travail et qu'en conséquence ils sont bien obligés de voter pour la tendance Unité et Action.
Je voudrais en venir maintenant aux problèmes qui se posent sur le plan fédéral.
Cette petite fédération, puisque nous ne sommes que 54 membres, a quand même bénéficié d'un apport nouveau venant d'une part des Syndicalistes C.F.T.D., d'autre part des milieux chrétiens et, d'autre part de Objectif 72.
Je crois que c'est notre fédération qui avait reçu, lors du Congrès d'Epinay, le plus grand nombre de demandes d'adhésion venant de "Objectif 72", puisque nous avions à peu près 135 demandes. Malheureusement une dizaine seulement ont concrétisé ce désir de participer au Congrès d'Unité en prenant effectivement une carte au Parti.
Pour ce qui est du travail effectif : deux conférences de presse dans le département, une dizaine de réunions publiques, une action commune avec le P.S.U., le Parti Communiste, sur un scandale immobilier qui s'est produit dans

la Sarthe au niveau des H.L.M. Manselles, et une liste commune, Parti Communiste / Parti Socialiste sur la Commission de regroupement des communes.
Création prochaine dans la Sarthe, d'une section d'entreprise chez Renault.
Création de 5 sections, réanimation de 2 autres sections.
Soutien effectif du Parti dans les conflits sociaux et, plusieurs fois Sarre m'a écrit et il m'excusera, je n'ai pu lui répondre parce que bien souvent le temps m'a manqué, mais nous continuons tout de même la lutte au niveau des conflits sociaux et plusieurs fois, lors des conflits qui ont eu lieu aux Etablissements Bollée, Fronzeau (?), Sellemas (?) Nous sommes allés personnellement et moi personnellement en tant que Secrétaire fédéral, discuter avec les ouvriers licenciés pour leur apporter l'appui du Parti.
J'avoue que nous avons une certaine répugnance pour faire publier des communiqués de presse, comme le font certains, nous avons dans l'Ouest un journal omniprésent, qui est Ouest-France, qui passe les communiqués qui lui font plaisir, mais malheureusement ceux du Parti Socialiste ne lui font pas toujours plaisir et je dois dire qu'il ne passe pratiquement jamais nos communiqués.
Il existe, sur le plan départemental, un énorme problème de l'emploi et je crois que là, François Mitterrand nous ferait un immense plaisir s'il venait faire une réunion dans la Sarthe, j'espère qu'il y viendra.
Sur le problème de l'emploi qui se pose dans l'Ouest avec une acuité toute particulière, cette réunion serait fort utile.
Enfin, je voudrais aborder le problème très important de la section du Mans, pour laquelle, je pense, il y a eu une allusion tout à l'heure de la part de notre camarade Mauroy, lorsqu'il a dit que quelques fédérations avaient encore quelques camarades qui se trouvaient à l'extérieur du Parti.
La section du Mans existait avant le Congrès d'Epinay, bien entendu et avait présenté une liste autonome aux élections municipales. Elle a refusé au deuxième tour de se désister en faveur de la liste Communiste, arrivée très largement en tête, et qui était arrivée à quelques voix simplement de la liste U.N.R - Centriste.
Bien entendu la section entière a été dissoute par l'ancien Secrétaire national Savary et l'on avait demandé aux camarades qui voulaient bien, parmi ceux qui avaient été indisciplinés, de signer une demande collective de réintégration. Certains l'ont fait, certains ne l'ont pas fait. Ceux qui l'ont fait ont reconstitué une section qui a continué à fonctionner, qui est maintenant la section du Mans et qui, bien entendu, a recruté et justement parmi ces camarades qui viennent des milieux syndicaux et des milieux chrétiens.
Elle a donc repris son potentiel de cotisants d'avant sa dissolution.
Si bien que nous sommes en conflit avec une trentaine ou une quarantaine de camarades ou d'anciens camarades, qui se trouvent à l'extérieur du Parti. Mais je dois dire que, pour la plupart de ces camarades, il ne s'agit pas de Socialistes et nous avons été très étonnés de recevoir, alors que nous avions demandé l'arbitrage du Secrétariat national, la venue de Florian et de Fajardie, qui sont

Collection Jean Jaurès

venus dans le but de rechercher une conciliation et qui ont effectivement assisté à une Commission exécutive fédérale de la Sarthe, où les différentes sections ont exprimé leur point de vue. Puis ils sont allés faire leur compte-rendu au Secrétariat national et j'ai reçu cette lettre de notre camarade Mauroy, disant que, compte tenu des informations recueillies, il suggère comme conclusion, qu'une solution soit recherchée dans le cadre des dispositions suivantes :
"Les camarades actuellement hors du Parti adressent une lettre unique, mais signée de tous, au Secrétariat de la section Socialiste du Mans, dans laquelle ils demandent leur réintégration et s'engagent à respecter les règles que le Parti s'est donné".
"Dans le même temps ils restituent les archives et la trésorerie de la fédération du Mans à ses actuels responsables".
"La section du Mans statue sur cette demande collective de réintégration. Les contentieux éventuels seraient déférés, conformément aux dispositions de la circulaire 19, devant la Commission fédérale des conflits, la Commission nationale des conflits agissant le cas échéant en instance d'appel".
Eh bien, je ne veux pas du tout ici faire un problème de personne, ni un problème de tendance, mais je pense que notre camarade Mauroy n'aurait pas dû écrire au Secrétaire fédéral et d'ailleurs le Secrétaire de la section du Mans lui a répondu en lui disant qu'il n'était pas question, bien entendu, de réintégrer de façon collective des camarades qui avaient été exclus et, pour ne pas en faire une question de personne, je tiens quand même à dire au camarade Mauroy qui a reçu ces camarades qui étaient exclus du Parti, qu'il y a quand même là quelque chose qu'il n'aurait pas fallu faire.
Je m'arrête là sur ce point, car je ne veux pas en faire une question plus grave.
Enfin, je terminerai sur un problème qui me semble très important, et la je m'adresse plus particulièrement à François Mitterrand.
J'ai la chance de travailler dans une commune rurale mais je crois que notre département, s'il a les usines Renault qui représentent un potentiel industriel important du département, est un département à visée essentiellement rurale et je pense que l'action que mène le Parti vis-à-vis de la paysannerie n'est pas suffisamment importante.
Il y a eu bien sûr cette réunion à Caen, qui était fort intéressante, mais elle s'adressait malheureusement à un petit nombre de sympathisants.
Je crois qu'il serait intéressant que le Secrétariat national fasse un tract du genre de celui qui a été fait sur la défense des libertés, qui soit diffusé sur un très grand nombre d'exemplaires, que nous pourrions diffuser très largement dans la paysannerie.
Je suis certain que c'est cette paysannerie qui apporte actuellement le soutien le plus efficace à l'U.D.R. Je suis certain également, mais c'est là une opinion purement personnelle, que si nous réussissons à déloger, à dégeler les trois ou quatre pour cent de ces électeurs paysans, demain nous serons peut-être capables de gagner ces élections de 1973.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à l'avant-dernier orateur inscrit, notre camarade Foquet, d'Indre-et-Loire, et ce n'est pas par un abus d'utilisation de la tribune qu'il intervient, puisque notre camarade qui est intervenu tout à l'heure a simplement présenté une motion.
Notre camarade Foquet intervient maintenant sur l'état de la fédération.

Foquet (Indre-et-Loire)

Avant d'intervenir sur les principaux sujets évoqués dans cette matinée, je voudrais vous présenter le vœu de la fédération d'Indre-et-Loire :
"Les militants de notre fédération s'inquiètent, comme tous les militants du Parti je l'espère, de l'absentéisme des députés aux séances plénières".
"Ils constatent que cette carence entretien ou développe l'antiparlementarisme chez de nombreux citoyens".
"Nos camarades n'ignorent pas les lourdeurs du travail parlementaire pendant de trop brèves sessions, néanmoins nous pensons qu'il importe de tenter d'enrayer un mouvement d'opinion dont certains Gaullistes tirent parti et tirent habilement les conclusions que Chirac divulgue".
"Il importe donc que le P.S. publie un communiqué qui diffuse les nouvelles hebdomadaires, pour informer en toute occasion les citoyens sur la réalité du travail parlementaire tel que la majorité l'impose, notamment à travers le règlement intérieur de l'Assemblée Nationale.
Voilà au sujet de ce vœu particulier que je voulais évoquer.
La création de l'hebdomadaire national du Parti réjouit certes les militants de l'Indre-et-Loire qui, depuis longtemps formaient le vœu du développement, de l'ouverture à l'extérieur du Parti, d'une presse militante.
Mais nous souhaiterions connaître les intentions du Comité de rédaction parisien pour recueillir l'information à travers le pays.
De quelle manière notre réseau d'information national sera-t-il établi ?
Le fonctionnement démocratique et décentralisé de la presse du Parti, passe pour nous par la collaboration étroite entre le Comité de rédaction de l'Unité et les responsables locaux de la presse fédérale.
A cet égard, nous proposons à la Convention que soit tenue une réunion des responsables fédéraux à la presse au cours de laquelle les rédacteurs pourraient se livrer, d'une part, à l'analyse de la presse Socialiste régionales, et, d'autre part, à la mise en place d'une structure d'échange d'informations entre la Province et Paris.
Sur les modalités et sur le climat dans lequel s'est déroulée l'exécution d'un avant projet de programme, cette préparation appelle de notre part, quant à sa diffusion dans la presse nationale, quelques observations.
Les informations que diffuse la grande presse bourgeoise à cet état des travaux, je parle de l'avant-projet, placent les militants dans une situation d'autant plus difficile qu'ils ne disposent à ce moment là d'aucune information du Parti Socialiste ; nous insistons donc sur la nécessité de la discrétion dont les organismes directeurs doivent faire preuve, je dis bien dans de telles circonstances, où les militants sont, sur un sujet aussi important, abandonnés aux

seules informations - je me situe dans le cas de la région Centre - de la Nouvelle République qui les divulgue avec le souci permanent de satisfaire la majorité gouvernementale, et là je rejoins le souci de mon prédécesseur qui parlait de la République Centre Ouest. Je crois que c'est un journal divulgué dans l'ouest également, que nous ne connaissons pas, puisque la Nouvelle République se trouve en situation de monopole d'informations écrites dans la région Centre, j'insiste sur ce point.
Je voudrais, d'autre part, apporter à la Convention le témoignage de l'action régionale des 6 fédérations de la région Centre.
La publication du livre blanc de l'aménagement de la Loire notamment, sous l'égide des maires d'Orléans, de Blois et de Tours, a suscité une critique et la mise au point d'un document de critiques et de propositions par les 6 fédérations de la région Centre, au terme de leur réunion de novembre 1971 à Tours.
L'importance d'une telle réunion nous a valu, fait exceptionnel, compte tenu de ce que je viens de vous dire sur la presse régionale, un compte rendu relativement important dans ladite presse.
L'action régionale débute et les fédérations de l'Indre et du Cher organisent la table ronde du Berry le 27 février à Châteauroux et les Etats Généraux du Berry le 23 mars, Bourges, poursuivant ainsi les travaux engagés à Tours.
Enfin, et pour terminer, le travail d'implantation du Parti Socialiste dans les entreprises tourangelles se poursuit efficacement, favorisant ainsi l'implantation du Parti dans les milieux ouvriers. Voilà ce que la fédération de l'Indre et Loire avait à vous dire.
(Applaudissements)

Le président - Merci, camarade.
Le camarade Noé, de l'Essonne, qui est déjà intervenu, m'a demandé la possibilité de reprendre la parole pour déposer une proposition sur un point particulier. Je la lui donne donc. Ce sera le dernier orateur de la matinée.

Noé (Essonne)

Merci Pontillon.
Camarades, j'ai eu l'occasion, hier, de concrétiser la création d'un groupe Socialiste d'entreprise dans un Centre Atomique de la région Parisienne à Saclay.
Je vous donne tout de suite les informations : 37 camarades sont déjà inscrits à ce groupe Socialiste et c'est un groupe qui dans un avenir très proche, devrait atteindre facilement la cinquantaine de camarades.
Ceci dit, au cours de cette réunion, les camarades ont exprimé deux désirs que je vais formuler en me retournant vers les Secrétaires fédéraux concernés et vers les camarades du National.
Effectivement, il y a donc un groupe Socialiste d'entreprise ; les camarades de ce centre connaissent de par leur activité syndicale ou professionnelle d'autres camarades à Marcoule, à Fontenay aux Roses, etc. qui appartiennent au Parti Socialiste.

Donc, je voudrais formuler une demande qui est celle-ci, à savoir que les fédérations concernées par ce centre atomique veuillent bien établir le contact soit avec la fédération de l'Essonne soit directement avec les centres. Il y a là une possibilité indiscutable de créer des groupes Socialistes d'entreprise.
Ceci étant, les camarades ont également exprimé un second désir - et je me tourne cette fois vers le National - à savoir d'organiser une demi-journée ou une journée - c'est à voir - en tout cas avant le 11 mars, permettant à tous ces gens, regroupés, de débattre des problèmes qui les concernent plus particulièrement ce qui permettrait, en dehors de l'intérêt de ces créations de groupes Socialistes d'entreprise, au Parti, de connaître les réflexions des travailleurs qui seront directement concernés par les propositions qui sont développées dans l'avant-projet de programme et qui auront, si la Gauche est au pouvoir, des répercussions indiscutables sur leur activité professionnelle.
Voilà ce que je voulais dire. Je pense que cette information était utile.

Le président - Camarades, nous n'avons plus d'orateurs inscrits. François Mitterrand interviendra au cours de la séance de cet après-midi pour laquelle nous avons déjà 5 camarades inscrits. J'invite ceux qui seraient désireux d'intervenir à le faire savoir.
La séance de cet après-midi sera présidée par Albert Gazier ; les assesseurs seront Bussac (Charente) et Serusclat (Rhône).
Pas d'objections ?
La séance reprendre à 14 h 30 précises. Merci.
(La séance est suspendue)

Coll. Fondation Jean-Jaurès